

LE PEUPLE BRETON

5^f
Mensuel

Aujourd'hui, être libre c'est être informé

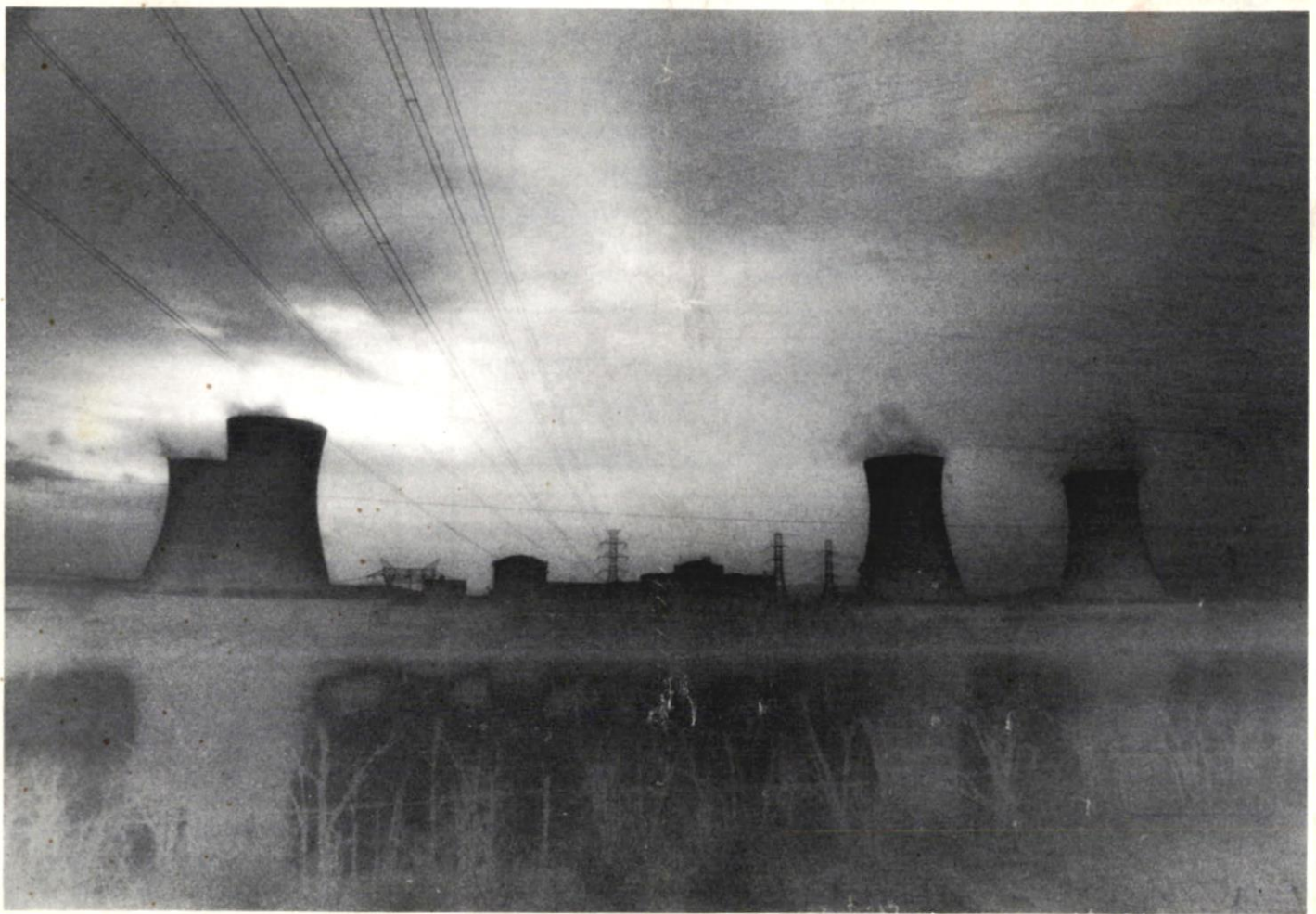
BREST
LA « GUERRE »
DES COULOIRS DE BUS

NUMÉRO 195
7 MARS-4 AVRIL 80

DÉBAT

LE NUCLEAIRE A L'HEURE DE LA BRETAGNE

Three-Mile-Island



Haltead/Skoogfors/Gamma

M 2331-195-5,00F

Pour tous vos achats

Textiles

Bazar

Alimentaires

*Faites
confiance à...*



EUROMARCHÉ

une nouvelle race de magasins



Boulevard de Plymouth

BREST

**Ouvert sans interruption de 9h. à 22h.
(le samedi de 9h. à 19h.)**

VINS SUPÉRIEURS

SANTA-ROSA

Ets LE FUR

**Allée du Bois Noir LANDERNEAU
— Spécialiste des Vins Fins —**



Crêperie Heb-Ken

monsieur et madame rolland

Spécialité de Crêpes Garnies

5, Rue de Guérande

44000 Nantes

tél. 48.79.03

**LIBERTY
BAR-SNACK**

CONSOMMATIONS DE 1^{er} CHOIX

Musique tous les soirs

Téléphone (99)40.90.92

3, rue Jacques-Cartier

35400 SAINT-MALO

Soniri Keltiek

HERVE MEUR

1 Dachenn Aman

29000 KEMPER

Pell : (98)95.45.82



Breizh

Kabigs

Petite et grande taille

« Breizh Kabigs »

247, rue Jean-Jaurès

« Yveline »

Prêt-à-porter féminin

1, rue Inkerman - 29200 BREST



BAR

LE TRISKELL

Place Guérin — BREST

☎ 44.56.65.

Guinness à la pression

CAFE DES MOUETTES

GUINNESS A LA PRESSION

PORT DE COMMERCE

BREST

Tél. 44-33-21

**LA PÊCHE
EN BRETAGNE**

**Des propositions
un programme
chiffré**

Une brochure de l'U.D.B.

7F+1,30 envoi à

UDB-BP 304-29273 BREST CEDEX

14-15 JUIN - BREST PENFELD - 15F LES 2 JOURS !

FÊTE DU PEUPLE BRETON

Pierre Perret - Quilapayun - François Béranger - Amalia Rodriguez - Gilles Servat...

Souscription permanente pour le progrès du «Peuple Breton»

UN JOURNAL POUR LES BRETONS...

L'Humanité du 21 Février nous apprend une grande nouvelle : La Bretagne va avoir son journal ! Disons tout de suite qu'il s'agit de « Bretagne nouvelle », qui va devenir mensuel... Souhaitons-lui bonne vie, mais signalons qu'avec son numéro 195, Le Peuple Breton assure — lui aussi — son rôle de « contrepoison », et qu'il n'entend pas y renoncer. Certes, la vie de la presse est difficile, dans l'état français, et principalement celle de la presse militante. Sans le soutien fidèle de ses lecteurs et de ses abonnés, Le Peuple Breton aurait, lui aussi, bien du mal à encaisser certaines hausses sauvages (98% d'augmentation du prix des films en une seule fois !). Votre participation à cette souscription marque votre volonté de faire vivre et se développer « Le journal des Bretons ».

9^e liste

A. Kervadec, St Brieuc	30,00
G. Molac, Noyal sur Seiche	10,00
Paulette P., Paris (75)	20,00
G. Pellen, Nantes	20,00
X. Quintin, Aix en Provence (13) ..	20,00
B. Leprohon, Brest	50,00
G. Merel, Nantes	20,00
Anne Marie G., Plogonnec	60,00
R. Pellen, St Benoît (85)	20,00
A et J. Huby, Quimper	20,00
Lucien D., Châteauneuf I et V	20,00
J.P. Guillou, Chartres	20,00
J. Bougon, Criquetot l'Esneval (76) ..	60,00
Thérèse D., Quimper	20,00
Gilbert G., Le Havre (76)	10,00
Y. Vallée, Plévin (22)	20,00
M. Bloas, Guilers	20,00
Joseph O., Eaubonne (95)	20,00
Michel C., St Brieuc	20,00
Joël J., Vertou	20,00
J. Blivet, La Varenne (94)	20,00
J. Cotel, Athis Mons (91)	20,00
R. Elain, Paris (75)	60,00
C. Briant, Châteaulin	20,00

Raymond Q., Le Relecq Kerhuon ..	20,00
M. Donovan, Canada	15,00
Yves C., Houeilles (47)	20,00
L. Le Corre, Paimpol	15,00
T. Souron, Nantes	20,00
J.F. Le Meur, Argenteuil (95)	20,00
B. Guégueniat, Brest	20,00
D. Le Corre, Allaire	20,00
René Le M., La Varenne, St Hilaire (94) ..	50,00
L. Le Bars, Grainville (14)	20,00
Ch. Clément, Rennes	10,00
J.J., Landerneau	20,00
M. Rault, Talence (33)	20,00
G. Boulc'h, Loc Eguiner	20,00
M.J. Roussel, Lorient	20,00
Y. Le Lannou, Maroc	35,00
J. Labbé, St Malo	60,00
Annie R., St Brieuc	10,00
A. Servat, Cholet (49)	20,00
N. Hily, Dampierre en Burly (45) ..	20,00
G. Mejean, Le Chesnay (78)	60,00
P. Mariaud, Paris (75)	10,00
Jean Michel S., Combourg	10,00
F. Launay, Chelles (77)	20,00
Daniel Le D., Brest	20,00
Y. Hamon, Blois (41)	60,00
M. Lautredou, La Ravoire (73)	10,00
Guillaume S., Ris Orangis (91) ..	20,00
J. Le Goff, Brest	20,00
B. Lahellec, Deauville (14)	10,00
Christine M., Lille (59)	20,00
G. Kerhamon, Plouarzel	20,00
J. Le Roux, Brissac (49)	20,00
J.F. Mener, Locmaria Plouzané ..	20,00
P. Morvan, Clamart (92)	20,00
A. Le Ray, Plaudren	30,00
Marguerite G., Concarneau	10,00
Rémi L.T., Concarneau	15,00
Fedé, Brest	30,00
C. Geffroy, St Servan	20,00
Philippe H., Gourin	20,00
J. Le Guet, Rouen (76)	20,00
A. Ropars, Canada	25,00
J. L'Hostis, La Verpillière (38) ..	50,00
R. Le Bris, Pleuven	10,00
Michel H., Chevilly la Rue (94) ..	10,00
L. Le Guillouzer, Trégastel	20,00
Gérard G., Monts (37)	10,00
M.C. Lecocq, Belfort, (90)	10,00
D. Rannou, Jurançon (64)	20,00
M. Le Cam, Cameroun	60,00
J.Y. Birrien, Brest	50,00
Y. Rustique, Anglet (64)	20,00
C. Le Borgne, Elven	10,00
Jean D., Taupont	10,00
Ker Vreizh, Grenoble (38)	20,00
M. Marcot, Paris (75)	20,00
M.H. Melou, Huelgoat	50,00
D. Dommel, Strasbourg (67)	100,00
Ti Korn, Plouigneau	20,00
J.P. Le Tort, Rennes	20,00
M. Le Chartier, Plérin	20,00
P. Dillo, Athis Mons (91)	25,00

Total 9 ^e liste	2140,00
Report des listes précédentes	20633,40
Total	22773,40

« LE PEUPLE BRETON » Mensuel

Boîte Postale 304
29273 BREST CEDEX

•
ABONNEMENTS
Ordinaire : 50 F

De soutien : à partir de 70 F

Etranger : 60 F

Etranger (par avion) : 75 F
C.C.P. 2365-76 RENNES

CHANGEMENTS D'ADRESSE

Pour tout changement d'adresse nous demandons à nos abonnés de nous écrire en joignant ou en recopiant leur dernière bande d'expédition du journal et en joignant 2,00 F en timbres pour frais. Merci d'avance.

SOMMAIRE

NUCLÉAIRE

DÉBAT	4
UNE JOURNÉE	
A PLOGOFF	11
MICHEL MAZEAS ET	
HARRISBURG	12
CE QU'IL FAUT EXIGER	13

ÉCONOMIE

LA FERMETURE DES	
CONSERVIERIES	18
JUSTICE ET S.N.C.F.	22

SOCIAL

C.C.B. LAMBALLE	19
M.A.E.-C.O.P.E.X.	23

SOCIÉTÉ

L'AFFAIRE DES	
COULOIRS DE BUS	16
LES 2 MAMELLES	15
LES DESHÉRITÉS	
DE L'OUBLI	24

RUBRIQUES

LE PROBLÈME BRETON	
DE NANTES A BREST	20
FESTOU-NOS	22
P.B. SERVICE	30

INTERNATIONAL

LES KURDES	25
------------------	----

CULTURE

STIVELL :	
LA SYMPHONIE CELTIQUE	28
DISQUES	29
LANGUE BRETONNE	27

COURRIER DES LECTEURS 31

EDITORIAL 32

**Même si
vous ne savez
qu'un peu le
breton...**

**LISEZ AUSSI
POBL-VREIZH**

Composition mécanique
Imprimerie de l'Iroise - Brest
Publication inscrite à la C.P.P.A.P. n° 41 387
Tirage 13 000 ex - Dépôt légal 1^{er} trim.
Directeur de la publication - J. Guégueniat

NUCLÉAIRE

CE QUI EST EN JEU

Un débat du « Peuple Breton »

En ces temps d'enquête d'utilité publique pour l'implantation d'une centrale nucléaire à Plogoff, tous nos confrères, qu'ils soient de la presse commerciale ou militante parlent et reparlent « du nucléaire » à longueur de colonnes. Sur un ton ouvertement passionné ou faussement objectif. En présentant le point de vue officiel ou celui des antinucléaires les plus radicaux. Avec des arguments de haute volée ou au ras des pâquerettes. On pourrait penser que tout a été dit. Et pourtant. Et pourtant, il est des types de points de vue que l'on n'entend pas souvent. Si, du côté des « pro-nucléaires », le point de vue du pouvoir ou de l'EDF est largement diffusé, un autre répandu dans les années cinquante, selon lequel, à l'opposé de l'armement nucléaire, à condamner sans équivoque, les « applications pacifiques de l'atome » représentent un espoir de progrès pour l'humanité, reçoit aujourd'hui moins d'échos. Il n'a pas pour autant disparu. Si, du côté des « anti-nucléaires », les partisans du refus total et sans nuances sont largement relayés par les grands moyens d'information comme par toute une presse dite écologique, il est beaucoup plus rare d'entendre qu'il y a nucléaire et nucléaire, que Plogoff ou Gravelines-les-fissures n'ont rien à voir avec Brennilis ou même Chinon et que le refus de l'actuel « programme Messmer » n'est une condamnation ni du progrès scientifique et technique, ni même de toute application de l'énergie nucléaire. Personne jusqu'ici n'avait tenté de confronter directement les différents points de vue, y compris ceux qui

bénéficient le moins des projecteurs de l'actualité. Ce débat qui n'a jamais eu lieu, le « Peuple Breton » a essayé de l'organiser. Nous avons réuni à Brest, le 9 février dernier, outre deux membres de notre rédaction, sept invités représentatifs d'opinions diverses. Michel de Bennetot, ancien député de Brest, conseiller général et conseiller régional RPR, docteur ès sciences physiques était le partisan qualifié de la politique gouvernementale. Marie-Claire Corre, membre du Bureau Politique de l'UDB représentait la position de notre parti. Jean-Claude Demaure représentait le comité de défense de Basse-Loire, opposé à l'implantation de la centrale du Pellerin et Jean Gloaguen, vice-président, le Comité de Défense de Plogoff. Maurice Le Démézet représentait la SEPNB. Les deux derniers invités étaient Jean Rosmorduc, Maître-Assistant, à l'Université de Bretagne Occidentale spécialiste de l'Histoire des Sciences, conseiller municipal communiste de Brest, qui a publié, dans le journal de sa cellule une critique nuancée du développement du nucléaire contrastant avec certaines déclarations de son parti, et Michel Rouzé, journaliste scientifique, responsable de la publication des cahiers de l'Association Française pour l'Information Scientifique et partisan progressiste de l'électronucléaire. Seule l'EDF avait décliné notre invitation, nous offrant en contrepartie de recevoir son information habituelle, y compris la traditionnelle visite de Chinon ou Saint-Laurent des Eaux.

Au-delà du problème particulier du site de Plogoff, se pose le problème de la nécessité de l'implantation d'une centrale nucléaire en Bretagne et plus particulièrement d'une centrale nucléaire géante. Au-delà encore, on peut essayer d'y voir un peu plus clair sur les problèmes du programme nucléaire, du recours à l'énergie nucléaire en tant que solution énergétique, débat qui est actuellement très passionné, pas toujours très rationnel.

Pourquoi Plogoff ?

Jean Gloaguen : Plogoff a décidé de boycotter cette enquête pour plusieurs raisons. Contrairement à ce qu'affirme M. le Préfet, cette enquête est une enquête-bidon.

Reportons nous donc à ce qui s'est passé sur d'autres sites choisis par EDF pour l'implantation de centrales

nucléaires ne serait-ce que Flamanville : une enquête d'utilité publique s'est déroulée, avec des oppositions, peut-être pas très marquées comme à Plogoff, mais les pouvoirs publics ont entamé les travaux de la centrale avant même que le décret d'utilité publique soit signé.

A Bourg-St-Louis, en Gironde, les gens ont décidé de jouer le jeu de l'enquête d'utilité publique, qui est dite démocratique ; la majorité des avis a été défavorable, la commission d'enquête a pourtant déclaré l'enquête d'utilité publique positive.

Cette enquête n'est, pour les Pouvoirs Publics, qu'une procédure administrative et non pas une consultation démocratique, nous la considérons comme incomplète au point de vue études, comme tronquée, car il y a des choses qui n'y figurent pas. Par exemple quand EDF fait valoir la décision des

assemblées départementale et régionale, elle omet de dire que les conseillers généraux et régionaux se sont prononcés pour deux tranches à Plogoff, l'enquête d'utilité publique portant sur quatre tranches. Les conseillers se sont, de plus, prononcés sur des dossiers où des paragraphes ont été supprimés, des phrases remaniées, etc... Je pourrais encore citer les études récentes de 1978 et sur le barrage des eaux qui ont été balayées par des études plus récentes de 1978 et 1979, et ceci n'apparaît pas non plus dans l'enquête. Les gens de Plogoff ne sont pas simplement hostiles à l'implantation d'une centrale nucléaire sur leur territoire, mais hostiles à l'énergie nucléaire en général.

Le Peuple Breton : Un point précis, M. de Bennetot. Vous êtes membre de l'Assemblée régionale et du Conseil général qui se sont prononcés sur le projet

DOSSIER NUCLEAIRE



de Plogoff: cet accord est assorti d'une limitation à deux tranches?

Michel de Bennetot: C'est tout à fait exact. Nous avons dit que nous souhaitions donner un accord pour deux tranches et revoir le problème pour la suite. Le conseil général du Finistère a souhaité parallèlement que soit valorisé le site de Brennilis, étant donné que la pile EL4 de Brennilis terminera sa carrière entre 1980 et 1990. Il est logique de la part d'EDF de demander 4 tranches parce que l'implantation physique, le *dérouquetage* et la terrasse, sont prévus pour 4 réacteurs nucléaires. Ça ne veut pas dire pour cela qu'on les construira tous les 4. Comme on n'a jamais mis 10.000 Megawatts dans l'eau pour le moment, s'il apparaît après le fonctionnement des 2 premières une difficulté quelconque, nous reprendrons les uns et les autres nos responsabilités.

EDF essaie de faire une série de réacteurs utilisant l'eau de mer comme méthode de refroidissement. Ces centrales se trouvent par conséquent sur le littoral, et le littoral ne correspond pas en France à des zones d'activité économique très importante, en dehors du Pas de Calais, et de la Basse-Seine. Si on avait la possibilité de faire du refroidissement sans utiliser des quantités considérables d'eau, il y aurait d'autres solutions, sur les fleuves notamment. C'est ce que l'on commence à faire à Chinon. Et indiscutablement, dans 10-15 ans on aura des réacteurs qui seront refroidis par air, ce qui ne veut pas dire que ça ne posera pas de problèmes, mais cela permettra une localisation beaucoup plus large. Dans la mesure où on veut des kilowatts-heures la raison de l'implantation à Plogoff c'est indiscutablement parce qu'il y a la possibilité de prendre les 100 m3 par seconde sur 2 tranches et 200 m3 par seconde sur les 4 tranches.

Le Peuple Breton: Gravelines, c'est 6 tranches de 900 mégawatts, c'est-à-dire qu'il existe actuellement un certain degré d'expérience industrielle pour des tranches de 900 mégawatts, mais il n'en existe aucune dans le monde, nulle part, pour des tranches de 1300 mégawatts; et même lorsqu'il existe des centrales avec des tranches de 900 mégawatts, ce sont des centrales de 1 ou 2 tranches et il n'y a pas d'expérience non plus sur ce qui peut se passer en matière de refroidissement pour des centrales de 6 tranches. Ne pensez-vous pas que le programme nucléaire tel qu'il existe actuellement est un peu aventuriste dans la mesure où il engage une série industrielle avec des centrales qui, qu'on le veuille ou non, sont des prototypes.

Michel de Bennetot: Cela dépend de ce que vous appelez prototype: prototype du point de vue du réacteur nucléaire ou prototype du point de vue des conséquences de refroidissement. On a eu le palier 600 mégawatts; ensuite on a eu un palier 900 et un palier 1300. Je ne pense pas que, du point de vue des réacteurs il y ait de difficultés moyennes. Ceci étant, le



Michel de Bennetot et Maurice Le Démézet

fait d'accoupler un certain nombre de réacteurs — ce qui est intéressant pour EDF parce que ça fait des économies — n'est pas forcément génial du point de vue de l'environnement. Il faut donc progressivement acquérir l'expérience nécessaire.

Maurice Le Démézet: M. de Bennetot a dit qu'il s'agissait de savoir si on voulait des kilowatts-heures ou pas. Ça pose effectivement bien le problème du nucléaire. L'énergie nucléaire débouche automatiquement sur la production d'électricité, il y a une hiérarchie des énergies et l'électricité est une des formes les plus nobles de l'énergie; elle présente un inconvénient majeur, celui de ne pas pouvoir être stockée, et en l'occurrence, on utilise une bonne partie de l'énergie produite par les centrales nucléaires pour des usages qui pourraient être remplis par des formes d'énergie beaucoup moins nobles. Si on se contentait d'utiliser l'électricité pour des usages réellement nécessaires, on pourrait pour une bonne part réduire, voire se passer du programme nucléaire.

Il y a aussi le problème des risques, le problème de la sécurité de l'industrie elle-même, le problème de la radioactivité, du fait que dans ce domaine on joue un peu les apprentis-sorciers. On dit qu'on augmente faiblement les doses, mais comme on ne connaît pas les limites à partir desquelles les organismes réagissent ou à partir desquelles on peut observer une dérive génétique, on prend en fait un pari sur l'avenir. Certains font le choix de le prendre. La SEPNE a à débattre pendant 2 ans et demi sur le nucléaire avant de prendre une position. Le problème majeur qui nous a fait prendre une position contre le développement de ce type de production d'énergie est justement ce pari. On ne sait pas ce qui peut advenir en matière de dérive génétique. Nous estimons qu'il ne

faut pas dans ces conditions risquer un pari aussi grave alors qu'on peut trouver des solutions de remplacement. Le problème n'est pas systématiquement lié à l'accroissement de la demande d'énergie. L'argument qui consiste à dire que l'on va revenir à l'ère de la bougie si l'on ne progresse pas en matière de consommation d'énergie, est un faux argument.

La découverte ou l'ignorance

Michel Rouzé: Il n'est pas possible de prendre à la fois la position d'après laquelle le nucléaire est inutile, l'augmentation de la consommation d'énergie est inutile, et ensuite de se battre sur des questions locales; il est évident qu'à ce moment-là le combat local est purement tactique contre le nucléaire en général.

Je suis de ceux qui pensent que, dans un avenir qu'il ne nous est pas possible de prévoir, l'énergie solaire est évidemment la plus souhaitable de toutes. Cela étant, comme journaliste scientifique, j'ai cherché à m'informer. Au départ le hasard m'a servi puisque j'ai personnellement connu Frédéric Joliot qui a été un des premiers à m'expliquer ces choses. Ensuite, lorsque s'est déclenchée la campagne dite «écologique» je mets ce mot entre guillemets parce que je pense qu'on a commis un abus de vocabulaire en prenant le mot écologique qui désigne une science bien précise — je me suis penché sur elle et je dois dire que j'ai été absolument horrifié. Horrifié à cause du caractère passionnel, irrationnel et de sous-information des campagnes anti-nucléaires. Lorsque je me suis préoccupé de voir de près quelles étaient les raisons



DOSSIER NUCLEAIRE



Michel Rouzé et Jean-Claude Demaure

profondes des campagnes anti-nucléaires, je me suis trouvé en face d'un mouvement où il y avait bien peu de rationalité et bien peu d'informations scientifiques véritables;

Le mouvement anti-nucléaire est un mouvement, qui dans son essence, même lorsqu'il s'appuie sur des notions scientifiques, est un mouvement qui a son fondement ailleurs, dans une espèce de cristallisation, sur le nucléaire de toutes les frustrations, et des mécontentements sociaux actuels. Cela me paraît extrêmement grave parce que, comme je suis solidaire de ceux qui veulent changer cette société, je pense que lorsqu'ils se trompent de cible, ils servent finalement le pouvoir qui veut conserver cette société telle qu'elle est. Le pouvoir qu'il ait raison ou qu'il ait tort, pense que les centrales nucléaires devront être construites. Il doit donc prendre des dispositions, pour les construire même contre l'opposition des populations locales. Et lorsque l'actuel président de la République a dit, je ne sais plus où ni quand, que rien ne serait construit sans l'assentiment de ses populations...

Michel de Bennetot: La citation exacte est: «on n'imposera pas aux Français» c'est à dire à l'ensemble de la France «une production d'énergie nucléaire dont ils ne voudraient pas». Ça relève du Parlement, de l'Assemblée Nationale et du Sénat.

Michel Rouzé: La situation m'apparaît aujourd'hui bloquée, parce que je suis de ceux qui pensent que le recours au nucléaire est nécessaire et inéluctable, mais que, d'un autre côté, il existe contre le nucléaire une opposition qui ne pourra pas être réduite par des arguments. Par conséquence, on ira, comme à Plogoff, vers un clash plus général que je déplore. Je le déplore parce que je pense qu'il va à l'encontre même des intérêts politiques de ceux qui contestent la politique actuelle.

J'attends d'une part que, parmi les adversaires du nucléaire se départagent ceux qui sont contre le nucléaire en général et ceux qui se servent de la législation existante pour mettre des bâtons dans les roues et qui risquent de provoquer comme à Creys-Malville ou maintenant à Plogoff, des incidents qui finalement servent le pouvoir.

Si l'on suppose en principe que dans chaque région on ne construira que les industries ou les exploitations de ressources naturelles qui sont possibles dans cette région, on arrivera à un éparpillement complet et à un recul industriel et économique extraordinaire. Supposez que demain dans les régions de minerai de fer les habitants de la région disent «nous ne voulons pas d'aciéries parce que nous n'avons besoin que de telle quantité d'acier pour cette région, pas davantage s'il vous plaît». C'est exactement la même position. La Bretagne n'a pas d'acier, elle a l'océan; et l'océan aujourd'hui est nécessaire aux centrales nucléaires. A moins que l'énergie nucléaire soit tellement nocive, ce que je ne crois pas, il n'y a pas plus d'inconvénients pour les Bretons à accepter une industrie dont ils bénéficient nécessairement que pour des gens qui dorment sur des couches de minerai de fer d'accepter qu'une industrie sidérurgique s'installe chez eux. Par conséquent dire «est-ce qu'une centrale nucléaire est nécessaire à la Bretagne ou à Plogoff» c'est à mon avis une façon qui n'est pas politiquement juste de poser le problème. L'autre argument que j'ai souvent entendu c'est qu'on allait vers une société du plutonium, vers une société policière. Et en effet les images précisées à Creys-Malville et à Plogoff nous donnent cette impression. Mais qui crée cette situation, sinon ceux qui mobilisent des masses contre l'industrie nucléaire?

J'ai été stupéfait de la quantité de non-sens qui se déverse dans la littérature écologique. Ces mouvements antinucléaires comme ceux qui soulèvent l'unanimité ou la quasi-unanimité de la population à Plogoff et ailleurs, qu'elle a été leur origine, sinon la propagande anti-

E.D.F. POLIE MAIS FERME...

Invitée à participer à ce débat, EDF s'est poliment récusée: vous voulez parler de Plogoff? Discutons de Chinon!

Monsieur,

Nous vous remercions de votre invitation, faite par votre lettre du 29 janvier 1980, à participer à une table ronde à BREST le 9 février, et regrettons de ne pas pouvoir nous y rendre.

Cependant, nous serions heureux de vous rencontrer lors d'une visite de centrale en construction ou en exploitation, à CHINON ou à SAINT LAURENT DES EAUX par exemple.

Nous restons à votre entière disposition pour déterminer avec vous, à partir de la liste des questions que vous voulez voir traiter, et la date approximative de la rencontre, les meilleures conditions d'échange avec nos spécialistes sur place.

DOSSIER NUCLEAIRE



nucléaire qui était une propagande simpliste et fondée sur l'ignorance des faits. On déplore le manque d'information, mais, quand on essaie d'apporter une information même pondérée, même très prudente, on est aussitôt rejeté. Il semble que les seules informations qui soient aujourd'hui acceptées dans cette affaire du nucléaire, sont celles de la propagande anti-nucléaire qui sont extraordinairement fantaisistes. Lorsqu'on fouille la propagande des « Amis de la terre » et des mouvements écologiques qui a abouti à cette polarisation de l'opposition politique au gouvernement actuel, on trouve vraiment des calembredaines au point de vue scientifique et des faux purs et simples. Je sais très bien que la crise du pétrole n'a pas été tellement la cause de ce qui se passe maintenant mais le prétexte par lequel on couvre une crise de structure du régime capitaliste;

Mais les problèmes de Plogoff ne sont pas seulement ceux de Plogoff, ils sont ceux d'un ensemble plus général: l'Hexagone. Il n'y a pas actuellement d'autre solution que la nucléaire à moins d'une baisse massive de la consommation d'énergie et donc du niveau de vie; et donc d'une élévation formidable du nombre des chômeurs. Il n'y a pas d'autre solution dans les 20 ans qui viennent que le nucléaire. Je suis arrivé à cette conviction que je n'avais pas au départ; elle ne m'était même pas spécialement sympathique.

Jean Claude Demaure: Dans le débat sur l'énergie nucléaire il y a 2 grands thèmes qui se confondent et qui s'imbriquent mais qui ne sont jamais vraiment séparés: les implications techniques et scientifiques du nucléaire, et les implications sociales, philosophiques et politiques.

On ne naît pas antinucléaire, je ne suis pas né antinucléaire. Quand j'étais étudiant, je suis souvent allé écouter des conférences de Leprince-Ringuet et j'étais à l'époque très intéressé par ce qu'il pouvait dire. Je n'ai pris conscience des problèmes que pouvait poser à une population l'énergie nucléaire que le jour où on est venu me trouver dans mon laboratoire, à la Fac de Nantes, en me disant: «**Toi qui es scientifique, tu es forcément mieux informé que nous, et tu dois pouvoir nous dire ce que tu sais.**». Or, à la stupéfaction générale, je n'en savais pas plus qu'eux; en réponse à cette demande, j'ai commencé à creuser un certain nombre de dossiers. Et je me suis aperçu à l'époque — et c'est un peu ce qui m'a motivé pour faire de l'information, ce que je me suis longtemps limité à faire — qu'EDF véhiculait tout autant de calembredaines que les écologistes, ou que les journalistes. Ceci étant, je pense qu'il ne faut pas isoler le problème de l'implantation d'une centrale nucléaire dans une commune quelle qu'elle soit, du programme énergétique français dans sa totalité et du problème de l'approvisionnement énergétique d'un pays. Vous vous battez à Plogoff comme moi j'ai participé à l'information et à la contradiction dans le cadre de l'enquête d'utilité publique du



Jean Gloaguen et Marie-Claire Corre

Pellerin. Lorsqu'on est critique vis à vis d'un programme nucléaire, et qu'on n'a pas le pouvoir politique de le changer, on ne peut combattre ce programme qu'en s'en donnant les moyens. On peut partir du problème de l'implantation de la centrale nucléaire dans sa commune et après un cheminement plus ou moins long et complexe arriver à des notions générales. On ne peut pas le reprocher à ceux qui font cette démarche. Beaucoup de gens qui se déclarent antinucléaires et le sont certainement profondément, n'ont aucune espèce de formation scientifique. Beaucoup, dans leur intime conviction, pressentent un certain nombre de risques inhérents à la société nucléaire pas forcément des risques technologiques, mais aussi des risques sociaux et des risques politiques; ils ne font pas forcément l'analyse d'une façon très fine et très rigoureuse dans chaque chapitre, mais ils pressentent globalement quelque chose qu'ils refusent. Ils ne sont peut-être pas toujours capables de dire exactement ce qu'ils voudraient ni argumenter très précisément leurs objections, mais ils ressentent confusément la nécessité de refuser cela pour des raisons qui sont souvent philosophiques et qui peuvent paraître très obscures à un technicien ou même à un politique.

La charrue avant les bœufs

Quand on définit un programme énergétique, il faudrait d'abord savoir à partir de quoi. Le programme électronucléaire français, a été essentiellement défini à partir des travaux de la commission P.E.O.N. On a mis la charrue avant les bœufs ou plutôt on a inversé le processus de choix et de décision. Il aurait fallu se pencher sur les besoins en énergie de la population française en fonction de son type de développement d'alors — qui n'était pas très différent de ce qu'il est maintenant —

quels sont les besoins en énergie dans les secteurs primaire, secondaire et tertiaire, si c'est de l'énergie sous forme de chaleur ou sous forme d'électricité; pour la chaleur, si c'est de la basse ou de la haute température, pour quels usages, et je pense qu'on y aurait vu déjà un petit peu plus clair.

Jean Gloaguen: Nous sommes dans une société de gaspillage énorme. Nous pourrions certainement avoir un niveau de vie qui évolue avec une énergie qui évolue également, mais pas dans les rapports que nous donnent actuellement les experts. On nous dit également que l'énergie nucléaire, ce n'est qu'une transition de quelques dizaines d'années pour faire la jonction entre le pétrole et les énergies renouvelables: faut-il laisser aux générations futures ce que nous considérons comme un héritage empoisonné? Plogoff a demandé l'information. L'information s'est toujours résumée à une seule et même phrase: l'énergie nucléaire est un choix national, une nécessité, un point c'est tout, et votre centrale à Plogoff vous l'aurez.

Marie Claire Corre: Le combat site par site représente bien souvent la seule solution, du moins en ce qui concerne la prise de conscience des gens. C'est en effet la réaction des gens à qui on a caché l'information, qu'on a considérés comme des ignorants, que les médias ont matraqués. Leur a-t-on dit qu'il s'agissait de réaliser, pour un intérêt soi-disant national, un programme électronucléaire sur leur sol? Ou ne leur a-t-on pas fait miroiter les patentes, le développement, le nombre d'emplois, le progrès qui allait être apporté à la commune. Ce n'est pas de l'information, mais de la propagande de mensonges du matraquage psychologique et il ne faut pas s'étonner ensuite qu'il y ait une mobilisation. Les criminels ne



DOSSIER NUCLEAIRE



Le Peuple Breton

Jean Guéguénat (Le Peuple Breton) et Jean Rosmorduc

sont pas ceux qui mobilisent les masses mais ceux qui ont caché l'information, ceux qui ont utilisé les moyens les plus démentiels de propagande. Tous les élus se sont fait avoir par le fait qu'on leur a fait miroiter un certain nombre de retombées économiques et financières dans leur commune.

La propagande de l'EDF est non seulement simpliste, mais elle est carrément mensongère de la part des gens qui, je le suppose, connaissent en profondeur le problème. Mensonges par omission, mensonges quand on fait miroiter les créations d'emplois et le développement. Le nombre de créations d'emplois que l'on peut attendre de la création d'une centrale nucléaire est toujours calculé selon des bases que personne ne peut vérifier; on y accole des coefficients multiplicateurs; et puis on dit: il y aura tant d'emplois dérivés. Tout le monde sait le caractère imprécis des fourchettes d'emplois que l'on donne lorsqu'il se crée n'importe quel équipement. Beaucoup de scientifiques bien documentés sur la question sont tout à fait divisés sur le problème du nucléaire et il est un peu malhonnête de dire que l'on a affaire à une grande jacquerie.

Jean Claude Demaure: La conclusion du commissaire enquêteur au Pellerin qui a parlé des «**festivals de la contestation**» à propos des manifestations qui d'ailleurs, dans certains cas, étaient organisées exclusivement par les populations locales, et qui dans d'autres avaient la participation de gens de l'extérieur. Le terme a beaucoup choqué la population du Pellerin.

Nécessaire ou pas?

Marie Claire Corre: Monsieur Boiteux, plaçant paradoxalement pour l'autonomie énergétique de la Bretagne, présentait la centrale comme indispensable à la Bretagne. Or celle-ci,

avec ses cinq départements est excédentaire. On évoque donc la solidarité: il faudrait, par solidarité avec les autres régions, avec l'Europe, avec le monde entier, accepter une centrale nucléaire. Ce ne sera certainement pas au bénéfice des Bretons. Une centrale aussi considérable qui n'est assortie d'aucun plan de développement économique ne peut que produire en excédent une énergie qui sera largement exportée à l'extérieur de la Bretagne. C'est-à-dire qu'on supportera ici les inconvénients, les dangers, les déchets sans contrepartie de développement.

Michel de Bennetot: Je suis bien placé pour vous dire qu'il y a un plan de développement économique associé à la création de la centrale de Plogoff.

Jean Rosmorduc: Il n'y a pas actuellement de pénurie d'énergie dans le monde. Cela viendra peut-être dans les années à venir si des mesures ne sont pas prises. Dans l'état actuel des choses il n'y a pas de problème immédiat d'approvisionnement énergétique. Il n'y a pas le feu, et il n'y a pas lieu de se précipiter sur l'application massive d'une solution, surtout si elle comporte des risques. Si! Le niveau de vie est lié aux possibilités d'accroissement énergétique et chaque fois qu'il y a eu un changement dans le système de production qui s'est traduit par un progrès économique et social relatif, il y a eu de nouvelles manières de produire ou d'utiliser de l'énergie. Le problème est que l'énergie qu'on produit, et qu'on devra produire de façon plus intensive toujours, peut être utilisée de façons différentes. Et il peut y avoir dans le cadre d'une masse d'énergie produite donnée des utilisations plus ou moins satisfaisantes pour la population.

Ça me gêne beaucoup que l'on parle DU nucléaire nucléaire globalement et qu'on dise je suis pour ou je suis contre. Pour

moi il y a là différents sujets. Il y a d'abord l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire sous la forme qui est utilisée actuellement. Ensuite il y a l'utilisation future de l'énergie nucléaire, utilisation dont les formes sont prévisibles pour certaines et peut-être pas pour d'autres. Personne ne lit dans le marc de café et en début de 1895, personne ne pouvait dire que par un concours assez extraordinaire de faits qui se sont accumulés, Henri Becquerel allait découvrir la radioactivité. Rien n'empêche de penser qu'il puisse y avoir d'autres possibilités qui se présenteront dans les années à venir, et rien n'empêche de penser d'ailleurs qu'il y a déjà des possibilités qui existent et qui ne sont pas utilisées. Je constate que l'ensemble des scientifiques ne sont pas d'accord à ce sujet. Quand les scientifiques ne sont pas d'accord, ça veut dire que le problème existe et qu'on ne peut donc le régler, d'un trait de crayon. Quand ils sont d'accord d'ailleurs cela n'empêche pas qu'ils puissent se tromper. Actuellement, le nucléaire de fission présente incontestablement des dangers. Il est à mon avis sinon criminel, au moins extrêmement risqué de se lancer dans un programme intensif... Il compte cent cinquante tranches, dont la reconversion, l'élimination ultérieure posera des problèmes. En admettant que la fusion représente l'avenir du nucléaire, et sachant qu'elle sera utilisable dans les années 80 au laboratoire et sur le plan industriel vers l'an 2000, ou peut-être un peu plus tard, n'est-il pas dangereux, en attendant, de multiplier des installations volumineuses dont on ne saura ensuite que faire, sauf les enterrer comme on le prévoit.

Dans l'état actuel des informations scientifiques, le site de Plogoff garde des problèmes graves, tels qu'on ne peut répondre de manière positive à la question «*Est-ce que le site de Plogoff est, ou non, dangereux?*». Le doute, c'est le problème des retombées thermiques à l'eau et de leurs conséquences biologiques.

Une centrale au charbon, telle que celle qu'on envisage pourrait fournir la moitié de l'électricité bretonne. Certes, les centrales au charbon ont, elles aussi leurs nuisances: peut-être sait-on mieux les maîtriser! Le charbon est une solution d'attente, au minimum.

Maurice Le Dèmezet: Un des arguments d'EDF, c'est la perte en ligne importante à mesure qu'on s'éloigne des centrales, et actuellement, la Bretagne est en bout de ligne. Mais avec une centrale très puissante, on aura aussi, en exportant cette énergie, des pertes considérables, de l'ordre de 10%. L'argument ne serait vrai que dans un sens!

Michel de Bennetot: L'ensemble des pertes en ligne ne dépasse pas 4 à 4,5% en ce moment. Elles seront nettement atténuées avec des lignes à 400.000 volts!

Maurice Le Dèmezet: En 1950, le système de production d'énergie auto-consommait 20% de son énergie. En liaison avec le nucléaire, cette auto-consommation ne cesse de croître.

DOSSIER NUCLEAIRE



Michel de Bennetot: C'est le système dans son ensemble qui en consomme, pas spécialement le nucléaire. Les réfrigérants de Chinon consomment 6 mégawatts sur 900!

Maurice Le Démézet: La brochure «chiffres-clefs de l'énergie en 79» donne pour trois des quatre principales sources d'énergie (pétrole, charbon, gaz) les réserves prouvées dans le monde et leur durée d'utilisation sur la base de la consommation de 1977. Elle se tait concernant l'uranium, alors que le chiffre est connu, et c'est vingt ans!

Michel de Bennetot: J'avais un professeur qui disait «*Depuis que je suis né, il y a toujours eu pour trente ans de pétrole*». Monsieur Rosmorduc dit «*il n'y a pas le feu*». Mais, compte tenu du fait qu'une consommation voisine de 100 MT nous a coûté 15 milliards en 79, 90 milliards en 79 et probablement 150 milliards cette année, croyez-vous que la France, face à des pays qui ne veulent pas s'occidentaliser, comme l'Iran ou l'Algérie, a la capacité d'acheter son énergie à l'extérieur sans en produire? Moi je dis «*il y a le feu, il y a lieu de se précipiter*».

Jean Rosmorduc: Ramener tout au pétrole et dire «*c'est la faute aux Arabes*» est trop facile. La construction d'une centrale nucléaire demande beaucoup de temps et ne peut donc régler un problème immédiat. Il existe d'autres solutions: j'attends qu'on me prouve que le charbon existant dans le sous-sol français n'est pas rentable — dans le bon sens du terme, c'est-à-dire pour l'économie nationale et non pour un certain nombre de sociétés et de particuliers. Un certain nombre de faits tendent à prouver qu'avec les nouvelles techniques d'exploitation, les mines seraient parfaitement rentables.

Michel de Bennetot: La seule administration française qui m'ait répondu par courrier tournant à cette question brutale: «*Combien tuez-vous de gens chaque année?*», c'est les Charbonnages de France: «*Soixante de mort violente, et des centaines de cas de silicose, hélas...*». Si vous analysez ce qui sort des cheminées de Vitry-Sud, c'est plus radioactif que ce qui sort de Marcoule!

Parlons prix...

Le Peuple Breton: *Parlant de prix, doit-on seulement considérer les devises? ou faut-il considérer un coût intégré sur la durée de fonctionnement, incluant le coût des recherches, parfois très important, celui de la construction, de l'exploitation, le surcoût dû à quelque risque d'accident, le coût du démantèlement, et de la surveillance du site que l'EDF estime devoir durer cent ans?*

Michel de Bennetot: La question des devises est fondamentale et urgente. Avant 73, ça aurait été un crime de ne pas profiter du prix du pétrole puisque son faible prix a permis d'élever le niveau de vie des Français. Mais il fallait tenir compte

de l'évolution prévisible de la conjoncture. Avec le changement fondamental du prix du pétrole, nous risquons de manquer de devises et d'être, à partir d'octobre 80, en début de rupture du commerce extérieur.

Jean Rosmorduc: Il est plus rapide de construire des centrales thermiques classiques que des centrales nucléaires, et, ce faisant, de résoudre le problème énergétique pour les dix à vingt ans à venir. A long terme, rien ne prouve que les centrales nucléaires soient moins chères; il y a même des calculs qui montrent le contraire.

Maurice Le Démézet: EDF est un très gros emprunteur aux Etats-Unis: 2,7 milliards de dollars en 1979, car la construction des centrales représente un coût formidable. La nature même du programme français fait que toutes les disponibilités sont investies dans ce programme empêchant toute modification des choix énergétiques. On ne dispose pas de moyens pour investir ailleurs. L'augmentation du prix du pétrole est réelle, mais elle est tout aussi réelle pour d'autres ressources énergétiques, y compris l'uranium, dont on a exploité les gisements les plus riches et les plus faciles à atteindre.

Michel de Bennetot: Eurodif assure l'indépendance de la France en uranium enrichi jusqu'en 85 et apporte des centaines de milliards de devises. Après 85, Coredif prend le relais. Dans une usine thermique, le coût du combustible représente de 30 à 40% du prix du kilowatt-heure. Dans une centrale à uranium, même enrichi, moins de 10%. IL faudrait une augmentation d'un facteur trois sur le prix de l'uranium par rapport au pétrole pour que les prix deviennent comparables.

Michel Rouzé: Il est bien vrai qu'à l'échelle planétaire, les réserves de charbon et de pétrole sont considérables. Il est vrai que nous vivons dans un certain système économique: les Arabes ont été pillés pendant des années par une économie impérialiste qui achetait le pétrole à un prix dérisoire. Mais c'est sur ce pétrole bon marché que les économies occidentales étaient fondées et maintenant tout s'écroule. Il y a drainage de capitaux vers les pays arabes, qui n'ont pas les moyens de les consommer. Il y a une concentration monétaire dans les pays arabes qui va aboutir à une catastrophe parce qu'en regard, il n'y a pas de possibilités de consommation. On doit donc s'attendre à une très sérieuse aggravation de la situation économique et du chômage. Dans une telle situation, il y a des dangers de guerre...

Quant au charbon, ce n'est pas la solution idéale. De tous les moyens de production d'énergie, il est le plus meurtrier et le plus polluant. Il est, avec le pétrole, responsable du fait que les pluies deviennent de plus en plus acides. En Bretagne, la nature du sol ne fait que rendre ce danger plus évident. Il y a un risque de pollution dû à la consommation

du pétrole et du charbon qui est plus alarmant, à l'échelle de plusieurs décennies, que les déchets nucléaires. Mais, disant cela, on a l'air d'aller contre les évidences, car la propagande «écologiste» a réussi à gommer ces faits.

Jean Claude Demaure: Si l'on s'aperçoit qu'on ne peut plus continuer à acheter du pétrole, on ne doit pas pour autant s'enfermer dans la seule vérité du nucléaire. La véritable ressource est de deux ordres: d'abord nos poubelles, ensuite les énergies nouvelles. Il n'est pas rationnel de prétendre que le nucléaire serait en dehors du circuit économique au point d'être beaucoup plus compétitif que le reste. Les lois du marché sont telles que cette démonstration ne peut être faite... Ce qui est urgent, c'est de remettre en cause le programme électronucléaire, sous peine d'y être définitivement enfermé.

Jean Gloaguen: Il y a quinze ans, quiconque critiquait le «tout-pétrole», se faisait traiter d'imbécile. Aujourd'hui, avec le «tout-nucléaire» on recommence la même erreur.

Marie Claire Corre: Poser la question des devises pour l'an prochain, c'est admettre qu'on s'est laissé coincer par une succession de choix à court terme. Le nucléaire apparaît ainsi comme la seule possibilité. C'est un argument qu'on veut à tout prix faire passer dans l'opinion, en martelant qu'on n'a plus le droit de parler d'autre chose. Je m'étonne d'entendre dire qu'on a eu raison de fermer les charbonnages pour profiter du bas prix du pétrole. Mais on n'a rien fait concernant les recherches sur les énergies renouvelables, on a pris du retard concernant l'accès au stade industriel.

Michel de Bennetot: Je répète qu'il est urgent de trouver des devises. Je ne suis partisan, ni du tout pétrole, ni du tout nucléaire, mais je constate que les solutions de remplacement ne sont pas du point ou coûtent des fortunes. L'éolienne d'Ouessant fournit entre le cinquième et le huitième de la consommation d'une île de 1300 habitants, sans industrie.

Et la sécurité?

Le Peuple Breton: *Dans toutes les techniques mises en œuvre par les hommes, il s'est toujours produit au moins une fois l'accident maximum imaginable et auquel les spécialistes n'avaient accordé qu'une probabilité très faible. Exemples, les barrages malgré les précautions; l'industrie chimique avec Seveso; le risque «Amoco-Cadiz» selon les assureurs...*

Michel Rouzé: ...Dès qu'on aborde l'énergie nucléaire, on commence par dire que les autres énergies sont dangereuses!

Monsieur Jean ROSMORDUC tient à préciser qu'il participait au débat en son nom personnel.



DOSSIER NUCLEAIRE

Le Peuple Breton: Qu'en est-il concernant le nucléaire?

Jean Rosmorduc: Dans le cas du charbon, l'évaluation des risques se fait dans le cadre d'un certain mode d'exploitation. Il s'agit d'accidents qu'on sait et qu'on peut éviter et au sujet desquels les syndicats ont fait des propositions. Ce qui caractérise le nucléaire, c'est que les risques sont à long terme et que, dans l'état actuel des choses, on n'a pas de réponses à un certain nombre de questions: la période de la radioactivité, le problème des déchets présentent un danger pour longtemps.

Michel de Bennetot: Il y a des tas de produits dangereux dans l'existence. Ce qui constitue le danger, c'est la manière dont on les manipule. Quand on construit une maison, une route, un pont, le risque existe et est chiffrable. On met en vente chaque jour des produits pharmaceutiques dangereux...

L'énergie nucléaire, qui reste marquée pour le grand public par Hiroshima et Nagasaki, est une énergie qui, à l'exception de trois personnes pendant la guerre et par la suite de trois autres qui ont été tuées sur un réacteur expérimental à la suite d'une grossière erreur, et des Yougoslaves irradiés, n'a pas fait de victimes. Vous me direz «l'énergie nucléaire est sournoise, elle procède par irradiations dont on ne se rend pas compte». N'utilisez pas trop cet argument en Bretagne! Nous sommes sur un sol de granit, et la radioactivité aérienne est deux à trois fois plus importante que dans la région parisienne. Dans la mesure où une augmentation d'un millirem à proximité d'une centrale provoquerait des mutations génétiques et donnerait des «tordus», c'est les Bretons qui sont «tordus», car ça fait belle lurette qu'ils ont beaucoup plus d'un millirem de plus que les Parisiens!

Contrairement à ce qu'on a dit, il n'y a pas une seule suite qui pouvait être attribuée à l'accident d'Harrisburg. C'est tout de même pas mal, que d'avoir un accident important comme celui-là, et de n'avoir aucune conséquence. On n'a pas pu trouver, dans le «bruit de fond» de la radioactivité autour de Harrisburg, trace de la double éjection, de produits radioactifs dans l'air.

Ce qui compte ce n'est pas de manipuler des produits dangereux, c'est le laxisme qui peut accompagner cette manipulation.

Alors si vous tolérez les 160 morts sur les routes du week-end, soyez logiques!

Maurice Le Démézet : L'industrie nucléaire est effectivement une industrie de très haute sécurité. Mais cette sécurité est liée à l'importance des risques potentiels de cette industrie. On doit considérer toute la chaîne, production, traitement des déchets et transports, il est vraisemblable que le point faible du système est le transport dont la croissance sera telle qu'il y aura forcément des ennuis...

Michel de Bennetot: Surtout si on attaque les trains!

Maurice Le Démézet: On n'a que très peu d'expérience des conséquences de la radioactivité sur les gènes, les chromosomes. Tout simplement, parce qu'elle est une découverte récente et qu'en matière d'évolution, les phénomènes sont de longue durée. On ne sait pas où est la limite tolérable: on peut en être très proche ou très loin. Le jour où on la dépassera, que se produira-t-il?

Michel Rouzé: Dans le monde, il y a 220 ou 230 centrales en fonctionnement sur 700 ou 800 années-réacteur, il n'y a pas eu un seul accident mortel. Il n'est pas possible de ne pas prendre ceci en considération dans un pays où il y a chaque année 12.000 ou 14.000 morts sur les routes. Il y a hallucination: on ne voit pas les périls réels.

Je ne dis pas qu'il n'y aura jamais d'accident. On ne peut pas imaginer qu'une industrie puisse fonctionner plusieurs décennies sans accident. Même si on imagine l'accident maximal et si l'on chiffre le nombre de morts, de blessés, d'irradiés on restera en-dessous des nuisances de l'industrie actuelle. De plusieurs ordres de grandeur... On est en présence d'une polarisation sur le nucléaire des craintes que, par ailleurs on accepte.

Jean Claude Demaure: Ce qui m'inquiète le plus, c'est la dissémination des armes nucléaires dans le monde.

L'irradiation n'est pas le problème majeur. On ne connaît pas l'impact biologique de l'irradiation naturelle. On n'a pas la preuve que l'irradiation n'a pas joué un rôle quelconque, important ou non dans l'évolution biologique des espèces. Sur le Kérala (où la radioactivité naturelle est plus élevée de plusieurs ordres de grandeur) les études sont contradictoires. Aux Etats-Unis, douze biologistes ont travaillé sur une population de 3000 personnes travaillant dans l'industrie nucléaire militaire. Lors des conclusions, l'équipe s'est partagée en deux. Certains trouvaient des différences chromosomiques par rapport à la population moyenne, les autres non. On n'a pas de certitudes, on a simplement des doutes.

Plus préoccupant est le risque, moins souvent évoqué, de contamination progressive de la biosphère par des éléments radioactifs. Je crains qu'on ait de plus en plus de mal à tenir les normes internationales quand la France aura 150 réacteurs et les autres pays autant. On va vers un relèvement progressif du taux de radioactivité de la planète.

Jean Gloaguen: Je refuse ce pari sur l'avenir à cause du type de société que nous prépare le nucléaire. Il n'y a pas eu beaucoup de morts, mais quand même, à La Hague, un secrétaire est mort de leucémie et on a reconnu ceci comme maladie professionnelle. Il y a beaucoup de mensonges par omission. Ainsi la

radio-protection est-elle une simple mesure, et non une véritable protection, et les résultats en sont tenus secrets. Le conseil d'information électronucléaire, créé par le Président de la République, il y a trois ans, ne réussit lui-même à s'informer que grâce aux fuites qui ont lieu dans les entreprises.

Retour à Plogoff

Marie Claire Corre: Il est trop facile de ramener les questions de la sécurité à des attaques de trains. On ne résoud pas un problème de société en disant qu'on trouve dommage que M. Boiteux ait été la cible d'attentats.

Michel de Bennetot: Le contrôle n'implique pas le secret. En France, à l'Assemblée Nationale on ne peut pas discuter, mais au Sénat américain, on le peut: c'est une question de démocratie. Quand les gens disent «Nous n'avons pas tel renseignement, c'est anormal!» Et quand on leur répond «vous avez accès à ces renseignements» personne ne s'y intéresse plus. C'est le cas, par exemple, pour la consultation possible de feuilles d'impôts.

Sur Plogoff, que voulez-vous savoir de plus? Quelle est l'information qui manque? EDF n'a pas voulu courir de risque et a choisi un endroit où l'agitation des eaux lui a paru, de l'avis général, suffisante. 200 m³ réchauffés d'une quinzaine de degrés, ça fait une tâche thermique de quelques centaines de mètres...

Le Peuple Breton : Avec un modèle qui ne tient pas compte de tous les phénomènes physiques qui interviennent.

Michel de Bennetot: C'est possible, et c'est pourquoi nous nous sommes prononcés pour deux tranches et non quatre pour commencer. Mais les dangers ne sont pas extraordinaires. Dès qu'on parle du nucléaire on dit n'importe quoi, alors qu'on a quarante ans d'expérience et de recul. Il faut bien la mettre quelque part cette centrale! Le choix de Plogoff contre Ploumoguer tient à la plus grande mixité des eaux et à la moindre valeur des terres agricoles.

Marie Claire Corre: Ne croyez-vous pas que la prise de position des élus a joué un grand rôle? Il y a eu un revirement brutal en septembre 78. Tout le monde pensait à Ploumoguer, et brusquement, ce fut Plogoff, à l'occasion du Conseil Régional.

Michel de Bennetot: En tant que rapporteur du projet au conseil régional, je raisonnais comme Paris: 9 chances sur 10 pour Plogoff, sauf découverte inopinée. Combien de Brestois sont allés à Plogoff? Vous ne mobiliserez jamais les léonards contre Plogoff. Arzano et Biarritz, pour eux, c'est la même chose! Je n'ai jamais cru à Ploumoguer en raison de la proximité de Brest. Ce n'était pas souhaitable, du point de vue de l'EDF qui ne prendrait pas le risque d'une implantation à côté d'une grande ville. ■

DOSSIER NUCLEAIRE

UNE JOURNÉE A PLOGOFF

L'ARRIVÉE des fourgons mairies annexes le matin à 9 h est toujours précédée de celle des gardes mobiles qui viennent dégager la portion de voie où elles stationneront durant la journée au Trogor. Pendant la nuit, les habitants ont pris l'habitude de se retrouver par petits groupes à cet endroit et de déverser sur la chaussée des gravats, des pierres, des poteaux électriques, quelquefois du lisier, du coaltar, de l'huile de vidange. Il faut souvent du gros matériel pour nettoyer l'endroit, les fourgons-mairies sont protégés par d'importantes forces de l'ordre et il est très difficile de les approcher. Pendant la journée, plusieurs dizaines de personnes restent à proximité. Quelques femmes vont injurier les gendarmes sortis des cars, toujours par petits groupes. La surveillance des alentours est constante (téléobjectifs, jumelles...): tous les gens présents doivent être repérés. Les gendarmes se comportent à cet endroit comme en terrain

conquis: ils arrachent les panneaux antinucléaires chez les particuliers, ils fouillent les boîtes aux lettres et déchirent les pages des journaux qui rendent compte des événements... Pendant ce temps, la vie au bourg continue normalement. Ce n'est que vers 16h30-16h45, que la foule commence à se masser entre le bourg et le Trogor: une majorité de gens du coin, de tous les âges. Les jeunes présents ne sont certainement pas des agitateurs professionnels même étrangers à la région, ils se sentent concernés. Le premier jet de pierre entraîne de nombreux autres. S'ils ne visent pas les fourgons-mairies, c'est à cause de la distance. Les gens sont nombreux à participer directement à l'affrontement: jeunes, anciens, femmes. La réaction des forces de l'ordre ne se fait pas attendre. Tirs tendus de grenades lacrymogènes, puis tirs de grenades offensives (la préfecture prétend que ce sont aussi des grenades lacrymogènes, curieusement, elles ne dégagent pas de gaz. Quand elles

explosent, le bruit et le souffle sont assez impressionnants). Les moyens de manifestants sont dérisoires par rapport à l'arsenal mis en œuvre par les forces de l'ordre. On apprend à se protéger: foulards, cagoules, tranches de citron... C'est l'instant aussi où les photographes de toutes sortes ont le plus d'activités. Quand ça se calme, ils sont souvent pris à parti par la population, surtout les journalistes. Les gens de Plogoff contestent la façon dont certains journaux rendent compte de la situation. Ils souhaitent que les médias fassent moins de sensationnel et ne demandent que le départ des forces de l'ordre et des mairies annexes. En général, il n'y a pas d'hostilité de la population vis à vis des gens étrangers à la commune et le contact s'établit facilement. Plus la situation évolue, plus la détermination dans la lutte semble grandir.

Raymond Feat.



Le Peuple breton

Le Peuple Breton/Yvon Boelle



3



Le Peuple Breton/Jakez Bégot

2

- 1) 20 000 personnes à Plogoff le 3 février
- 2) Les lacrymogènes de 5 heures
- 3) La bergerie de Plogoff
- 4) La solidarité bretonne

4

Le Peuple Breton-Anig Streiff





DOSSIER NUCLEAIRE

HARRISBURG : le témoignage de Michel Mazeas

Fin novembre, le film «Le syndrome chinois» était présenté à Douarnenez à l'initiative de la MJC. Michel Mazéas, maire communiste de la ville, acceptait de témoigner sur son récent voyage d'information sur le nucléaire aux USA. Il parlait du nucléaire d'Harrisburg, des positions du PCF, de son évolution sur le problème.

Michel Mazéas: «Nous voulions passer à Harrisburg, cette fameuse centrale arrêtée aujourd'hui. Et nous y sommes allés, 6 mois jour pour jour après l'accident. Et nous avons vu que la fumée de refroidissement existait encore 6 mois après, que le fameux réacteur n'était pas encore refroidi. Nous avons pu interroger là-bas des dirigeants de cette centrale, ce qu'ils ont pu me dire m'a flanqué la trouille.

Un carton posé par un technicien a caché, pendant 52 heures, l'alarme visuelle qui indiquait que le réacteur montait en température. Huit équipes de sécurité son passées, l'une après l'autre, aucune n'a vu que la carton recouvrait une lampe qui s'était allumée... Ce n'est que 52 h après, qu'un technicien a déclenché l'opération. Malheureusement, dans ce réacteur les choses n'étaient plus à leur place, et en manœuvrant les

commandes, il faisait exactement l'inverse de ce qu'il croyait faire. C'est ce qui a rejeté dans l'atmosphère des déchets de vapeur radioactive... Je ne suis pas un spécialiste du nucléaire, mais ce que j'ai entendu, c'est qu'au niveau de la recherche fondamentale, nous en sommes encore à des balbutiements dangereux, qu'au niveau technologique, nous ne sommes pas du tout prêts à construire des centrales fiables...

Nous nous dit «en France, cela ne peut pas se passer comme ça»... Or nous avons vu les fissures. Je crois que cela coule de source. Après ce que je viens de dire, je n'ai aucune envie de voir une centrale à Plogoff! J'étais d'ailleurs avec vous lors de l'inauguration de la bergerie. Et puis il y a aussi les sous-marins atomiques de l'Île Longue. On oublie souvent l'accumulation de l'armement atomique. Dans une certaine mesure, ces armements sont encore plus dangereux que les centrales. Le débat anti-nucléaire devrait aussi porter sur la non prolifération de l'armement nucléaire...

Michel Mazéas a conforté et satisfait ceux qui luttent contre l'implantation d'une centrale à

Plogoff, ce soir-là, en novembre.

Il promettait alors de revenir à Plogoff pour l'enquête d'U.P. On l'attend encore.

Il est vrai que le PCF «regrette vivement qu'un certain nombre d'antinucléaires aient créé un climat de haine et de violence qui ne permet pas au débat démocratique de se développer».

Depuis, Michel Mazéas s'est endormi...

DIALOGUE

— Dis Pierre! Tu as vu ce qu'il a dit Marchais à la télé hier soir? Il a dit qu'il fallait de l'électricité pour avoir des emplois en Bretagne et donc qu'il fallait faire une centrale à Plogoff.

— T'es pas fou! Pas à Plogoff. Toute la population est contre. Et toi aussi d'ailleurs.

— Mais si. On n'y échappera pas qu'il a dit. Deux fois il l'a répété: «pour les travailleurs bretons, il faut une centrale nucléaire à Plogoff».

— Bon, bon, d'accord. Mais une petite alors.

LOBBY NUCLEAIRE

Le «rapport Papon» sur l'énergie nucléaire aura au moins eu le mérite de mettre en évidence un véritable lobby nucléaire, à travers le P.E.O.N. Voici ce qu'en dit le journal officiel :

La dernière rigidité qu'il paraît utile d'évoquer est d'un ordre différent. On sait que toute la politique nucléaire française est élaborée et proposée par la commission de production d'électricité d'origine nucléaire (commission dite P.E.O.N.). Or, cette commission est composée pour une large part par les représentants d'E.D.F. et du C.E.A. ainsi que par les représentants des industriels intéressés à la réalisation du programme. Cette composition en elle-même fait problème. On n'imagine pas que la politique des constructions scolaires soit pour l'essentiel élaborée par les entreprises du bâtiment. On peut être assuré que les personnalités de grande capacité et de haute qualité qui composent la commission P.E.O.N. savent, autant que d'autres, faire prévaloir ce qu'elles considèrent comme étant l'intérêt national. Mais leur formation comme leurs choix professionnels donnent à penser qu'ils examinent davantage les possibilités du développement nucléaire que les orientations à donner à notre politique énergétique. Il en résulte que la place des différentes formes d'énergie se trouve prédéterminée, en quelque sorte sans débat au fond, dès lors que la commission a arrêté ses choix sur le déroulement du programme nucléaire.



IFFIG

- a lu dans Ouest-France le démenti du conseiller général du Cap-Sizun, Henri Cogan, disant qu'il n'était pas élu de l'EDF (coquille de la veille) mais élu UDF.

- a aussi lu, dans le même journal, et dans le même esprit, que l'ancien conseiller général du Cap Sizun, Serjent, avait présidé un goûter de vieux regroupant 200 personnes au nom de... l'U.D.B.

- se demande si la confusion de sigles n'est pas le signe d'un début d'irradiation chez les journalistes locaux d'Ouest-France...

DOSSIER NUCLEAIRE

CE QU'IL FAUT EXIGER...

Les débats et prises de position sur l'énergie nucléaire manquent souvent singulièrement de clarté, et la guerre des nerfs engagée à Plogoff pour l'enquête d'utilité publique si elle a le mérite de démontrer l'opposition de la population au projet, et de mettre en évidence la violence du pouvoir pour l'imposer, n'a pas celui de créer les conditions propices à un jugement serein. C'est pourquoi, sans rappeler point par point la totalité des analyses que nous avons publiées depuis cinq ans sur le sujet, et dont nous donnons par ailleurs les références, il nous paraît indispensable d'apporter clairement quelques précisions.

UN CHOIX DU PASSÉ

Nous savons que la population mondiale, qui atteindra au siècle prochain un chiffre plusieurs fois supérieur à celui d'aujourd'hui, aura d'énormes besoins, qu'à moins d'admettre la misère et la famine pour l'immense majorité de cette population, il faudra satisfaire par un appareil de production hautement efficace et organisé, donc industriel, n'en déplaise à ceux qui proclament un peu vite l'avènement de la société «post-industrielle». Nous savons aussi que, du point de vue énergétique, les besoins ne pourront être définitivement satisfaits que par des sources inépuisables, qu'ils s'agisse du soleil, du vent, de la houle, des marées, des cultures énergétiques (avec les limitations quantitatives de toutes les ressources vivantes) ou de la fusion thermonucléaire. Nous savons encore que ces différentes sources d'énergie ne sont pas prêtes à prendre la relève des sources actuelles, en partie pour des raisons techniques, en partie du fait d'une organisation sociale que nous combattons, mais qui ne s'évanouira pas du jour au lendemain. Le problème qui se pose aujourd'hui, ce que plus personne ne nie, est donc d'assurer, pendant quelques dizaines d'années, un siècle au plus, la transition vers les énergies du futur. C'est pour assurer cette transition, et rien d'autre, que l'on fait appel au nucléaire de fission, utilisateur d'un uranium aussi rapidement épuisable que le pétrole, sinon plus. Ce n'est pas un choix de l'avenir, mais du présent, voire du passé. Il s'agit avant tout de rentabiliser des investissements irrémédiablement engagés par de grands groupes industriels et financiers, tant que le nucléaire est encore vendable, ce qui ne durera pas, étant donnée la montée vertigineuse des coûts directs, la difficulté de plus en plus grande de cacher les coûts indirects (arrêts techniques et pannes, surveillance et démantèlement des installations déclassées, stockage des déchets, etc...) et le refus grandissant des populations. Bref, une stricte affaire de gros sous. Deux faits, parmi bien d'autres, pour le démontrer. La filière PWR, actuellement dominante sur le marché, n'est pas, et de loin, la moins risquée techniquement. Elle s'est pourtant imposée il y a une dizaine d'années à la suite d'une lutte entre deux gros trusts américains, parce que celui qui avait misé sur le PWR était capable de travailler à perte plus longtemps que son concurrent. Le deuxième fait est la commande de deux tranches



Le Peuple Breton/J. Begot

supplémentaires de 900 MW à Gravelines-les-Fissures par le gouvernement français la semaine même où l'Iran annonçait l'annulation de la commande de deux tranches «françaises» de 900 MW. Il s'agissait de remplacer le marché et de rien d'autre.

C'est donc essentiellement pour le plus grand profit des trusts que le gouvernement français engage un des programmes nucléaires les plus aventuristes du monde, multipliant à un rythme jamais atteint des installations d'une taille sans précédent, dont la construction en série industrielle est entreprise avant qu'un seul prototype à la même échelle ait jamais fonctionné. Ce pari sur l'avenir est irresponsable. Pour faire face à une difficulté que l'on sait transitoire, et ne concernant qu'une ou deux générations, on n'hésite pas à créer des problèmes qui dureront des siècles. L'un des plus graves est celui des déchets, indestructibles, et dangereux pendant des centaines et, pour certains d'entre eux, des milliers d'années, qu'il faudra pendant cette durée, soustraire à tout contact humain, volontaire ou accidentel, ce que nul n'est en mesure de garantir. Les partisans de la course au nucléaire se retranchent à cet égard derrière des techniques à mettre au point, attitude qui relève de la croyance, irrationnelle comme toute croyance, en la capacité du progrès technique à résoudre tout problème imaginable. Les mêmes jugent d'ailleurs illégitime la même confiance dans le progrès technique de la part des partisans de sources d'énergie comme le charbon, dont les inconvénients, du point de vue de la sécurité, de la pollution ou de la rentabilité, paraissent être officiellement tenus pour absolus et définitifs. Certains aspects des choix nucléaires assombrissent peut-être encore plus l'avenir. Jusqu'ici, la mise en œuvre de toute technique, quelle qu'elle soit, a toujours donné lieu au moins une fois, à la survenance de l'accident le plus grave imaginable. Pour dramatique que celui-ci ait pu être dans certains cas, il n'y a aucune commune mesure avec les conséquences de la destruction d'un surgénérateur par feu de sodium ou «excursion nucléaire» c'est à dire explosion, comme une bombe A. Choisir le développement des surgénérateurs, pour retarder l'épuisement de l'uranium, c'est décider qu'un tel accident, se produira un jour, dans cinquante ans ou dans un siècle. Et c'est décider que cela n'a aucune importance, en regard de la facture pétrolière à payer aujourd'hui. Une telle attitude est

normale à droite, où le seul facteur de décision est la recherche du profit comptable à court terme. Elle étonnerait à gauche, où l'on trouve des partisans de surgénérateurs, si l'on ne savait que la gauche française d'aujourd'hui a perdu la capacité d'avoir des perspectives plus lointaines que la prochaine échéance électorale ou que la nécessité tactique d'affaiblir l'allié d'hier au sein de feu l'union. Cette généralisation de l'«après moi le déluge» donne la mesure de la décadence de notre société. C'est un fait sans doute plus grave que l'équation simpliste «société nucléaire-société policière» avancée par certains. Point n'est en effet besoin du nucléaire pour motiver les atteintes quotidiennes aux libertés et aux droits de l'homme dans la France d'aujourd'hui, qu'il s'agisse de «bavures» policières, de lois anticasseurs ou sur l'affichage, de chasse aux immigrés ou de mobilité forcée des travailleurs, sans considération familiales ou de vie privée. L'«électro-fascisme» est un arbre trop apte à cacher la forêt.

LE PLUS GRAND DANGER

Il ne s'agit cependant pas, à travers cette dénonciation des choix du pouvoir, de réaliser une fixation sur le nucléaire civil et d'oublier le reste. Si grands que puissent être dans certains cas les dangers, non seulement des centrales, mais encore et surtout de tout ce qu'il y a eu en amont et en aval, ils sont presque négligeables en regard des menaces résultant de l'armement atomique, qu'il s'agisse d'irradiation, de contamination de l'armement atomique, qu'ils s'agisse d'irradiation, de contamination interne ou d'accident. Il ne s'agit pas non plus d'oublier les risques plus grands quant au nombre de morts immédiats liés à d'autres types d'activités économiques, comme le bâtiment ou les transports. Il s'agit au contraire, de lutter là aussi pour la sécurité des travailleurs et du public, menacés comme dans le cas du nucléaire, par la recherche du profit à court terme. Il ne s'agit pas non plus de jeter le bébé avec l'eau du bain. Il est possible en théorie que la transition énergétique puisse se réaliser sans nucléaire de fission. Les évaluations honnêtes et compétentes font en tous cas défaut sur ce point. Mais ce n'est pas possible en réalité, parce que ce recours au nucléaire de fission est déjà irrémédiablement engagé. Ce qu'il faut exiger, c'est un maximum de sécurité. Ce qu'il faut exiger, ce n'est pas un impossible renoncement au nucléaire, mais un renoncement à la course aventuriste au tout-nucléaire, l'arrêt de la course aux unités toujours plus puissantes, un ralentissement de la mise en service de celles qui sont déjà irréversiblement engagées. Si l'on ne peut échapper même à la construction de quelques Saint-Laurent des eaux, qu'au moins on évite de multiplier sur les côtes ces monstrueuses centrales géantes, les-plus-puissantes-du-monde-ex-aquo, qui correspondent aux projets de Flamanville ou de Plogoff.

Ce qu'il faut surtout exiger, c'est qu'on n'assiste pas à la disparition des garanties de sécurité que donnaient les organismes publics. Non au tout nucléaire, mais non



DOSSIER NUCLEAIRE

aussi au démantèlement du CEA. Et si l'EDF, à travers son programme nucléaire, apparaît souvent comme une cible de la contestation, et fut aussi notre cible, c'est en raison d'un comportement analogue à celui d'un groupe privé (cf. le «Peuple Breton» n° 161 et 179), sous la pression d'un pouvoir au service des intérêts privés, et non par hostilité à un service public. L'opposition aux choix du pouvoir n'est pas non plus une condamnation sans nuance et définitive de toute application de l'énergie nucléaire. L'énergie nucléaire rend d'irremplaçables services dans certains domaines scientifiques et médicaux par exemple. L'énergie nucléaire n'est pas le diable comme le prétendent certains mouvements dits écologiques, qui sont, comme par hasard, ceux qui bénéficient de l'audience de la «grande» presse. Comme s'ils servaient de repoussoir. Comme si le pouvoir cherchait à accréditer l'idée qu'il n'y a pas d'autre alternative à sa politique que le refus total de la société industrielle et de la croissance économique. Gardons-nous de la confusion.

POUR NOTRE BIEN ?

Et en Bretagne? Faut-il une centrale nucléaire? La faut-il à Plogoff? Du côté du pouvoir, on nous dit que la Bretagne produit moins de 10% de l'électricité qu'elle consomme. Mais c'est la Bretagne à quatre départements. La Bretagne intégrale, elle, est excédentaire de quelques pour cent avec les centrales de Basse-Loire, et «exporte» vers les «Pays de Loire» et le Poitou-Charentes. Pourtant, malgré le fait que ces deux découpages géographiques paraissent changer la réalité technique, celle-ci doit bien être appréciée objectivement. Elle est en fait que pour la Bretagne orientale, il n'y a pas de gros problèmes dans l'immédiat, et que la construction de deux nouvelles tranches au

charbon à Cordemais doit faire qu'il n'y en ait pas non plus à moyen terme. Par contre, le Finistère et les moitiés ouest des Côtes du Nord et du Morbihan sont éloignés des centres de production, essentiellement en Loire Atlantique, et la distance reste la même quel que soit l'endroit où l'on place la limite de la Bretagne. Il y faut donc indiscutablement une unité de production, et la nécessité est encore plus grande si l'on veut (mais le pouvoir ne le veut pas) y développer l'industrialisation. Mais le projet de Plogoff, c'est 5200 MW électriques, soit quatre fois la puissance actuellement appelée, en période de pointe hivernale, par les quatre départements de la Bretagne officielle. Même dans la perspective d'un développement industriel sans précédent, il n'y a nul besoin d'une pareille production, qui sera en tout état de cause, exportée vers l'est pour la plus grande part.

Plogoff, ce n'est pas pour nous. Pourquoi alors le projet? D'abord pour que Framatome, Creusot-Loire et consort en vendent une de plus, et la plus grosse possible, pour les raisons déjà indiquées. Mais pourquoi alors à l'extrême pointe de la Bretagne, à un endroit où les pertes en ligne au cours du transport vers les centres de consommation menaceront la rentabilité économique de l'installation? Pour deux raisons: l'une est politique. Nos chers notables coloniaux, ne pouvant obtenir de l'Etat le moindre soupçon de développement économique se sont efforcés d'en obtenir au moins un signe ou un symbole à savoir une centrale nucléaire, comme les ruraux bretonnants, du début du siècle, ne pouvant accéder à la condition sociale de la bourgeoisie des villes, se sont efforcés d'en acquérir le signe distinctif extérieur: la langue française. La seconde, c'est la mer. Ces centrales géantes de la nouvelle génération ne peuvent plus puiser leur eau de refroidissement dans les fleuves, qui ne sont plus à leur mesure. Alors, on les met sur le littoral, et l'on pompe la mer. Le dossier de demande d'utilité publique gardé par les gendarmes mobiles dans les camionnettes «mairies annexes» est clair sur ce point. La raison technique essentielle du choix du site de Plogoff est sa «capacité de refroidissement exceptionnelle». Entendez par là l'idée simpliste que le site est «proche» du Raz de Sein, où les courants vont vous touiller l'eau chaude en moins de deux.

Depuis, des études paraissent avoir montré que cette capacité de refroidissement est assez illusoire. Des études auxquelles le dossier d'impact déposé dans les camionnettes fait une allusion embarrassée, pour y répondre, pp. 57-58 par un incroyable charabia, véritable défi au bon sens et à la physique élémentaire dont le clou est une invocation quasi magique du Gulf Stream. Les ingénieurs n'avaient jamais s'être trompés. Ce n'est pas une raison pour sacrifier Plogoff à leur amour-propre. Il est clair que la centrale de Plogoff en tous cas, n'est pas pour les Bretons. Elle est sans rapport avec les besoins. A Plogoff, il y a la mer, que les indigènes sont priés de laisser mettre au service des intérêts que représente le pouvoir, au nom, bien entendu, de la solidarité nationale. Cette solidarité là, nous ne la connaissons que trop. Elle joue toujours dans le même sens. Nous ne marchons pas. Non à la centrale nucléaire géante à Plogoff. Oui à une centrale électrique à l'ouest de la Bretagne, mais à la mesure de nos besoins.

Jean Roudaut.

Articles sur la question nucléaire dans le Peuple Breton.

Dossier: l'énergie nucléaire, n° 135, février 1975 (dans une étude sur l'énergie n° 5 134-137).

«L'Ouest breton, poubelle nucléaire de l'Europe?», n° 156, novembre 1976.

«Comment EDF manipule l'opinion» n° 161, avril 1977.

«Nous ne marchons pas» éditio, n° 165, août 1977.

Nucléaire en Bretagne: des arguments peu convaincants, n° 178, septembre 1978.

Dossier nucléaire: trucages EDF, ambiance à Plogoff, débat du conseil régional, n° 179, oct. 1978.

«Nucléaire propos (apparemment) déçus», n° 180, novembre 1978.

«Nucléaire: manifestations à Quimper et à Nantes», n° 181, décembre 1978.

«Pourquoi nous en sommes au nucléaire», n° 183, février 1979.

«Marchais et le nucléaire», n° 184, mars 1979.

«Le nucléaire ou rien?»: «Electricité: la consommation bretonne», n° 186, mai 1979.

«La centrale coloniale», éditio, n° 192, décembre 1979.

PYLONES PORTE-CAROTTES

Une loi du 10 janvier 1980 apporte une nouveauté singulière dans la fiscalité locale.

Désormais, une taxe sera payée chaque année par E.D.F. aux communes traversées par des lignes électriques de plus de 200.000 volts. Cette taxe sera en 1980 de 1000 F ou de 2000 F par pylône, selon que la tension supportée est inférieure ou supérieure à 350.000 volts. Et la révision en hausse de cette taxe est prévue pour les années suivantes.

La mesure est présentée comme un dédommagement pour les communes traversées, et à ce titre-là, on pourrait dire bravo, ou presque.

Mais il est difficile de ne pas y voir aussi une belle «carotte» pour inciter les communes pauvres à... réclamer des pylônes. C'est-à-dire la construction d'une centrale nucléaire à proximité. Par exemple.

DES MOTS POUR LE DIRE...

Et là, comme à Plogoff, presque toute une population, proie d'une révolte viscérale, s'oppose de toute ses faiblesses unies, refusant le raisonnement, la discussion, et l'enquête d'utilité publique n'y voyant pas plus loin que le bout de son écœurément, à ce nucléaire qu'elle souhaite exorciser comme s'il était décidément, par un détour technique, une réincarnation du diable. Peut-on réellement éviter le recours au nucléaire?

On a marché dans le champ jusqu'à la bergerie. Loïc marmonnait quelques mots en patois et designait de sa pipe le grand hangar en préfabriqué.

du «Quotidien de Paris»
du 19 février 1980

LES DEUX MAMELLES

par F.KERFRAVAL

Le mariage fut célébré dans l'intimité. Et pour cause ! Les promis étaient trois. La naissance de l'enfant fut tout aussi discrète. Et pour cause ! Née de l'union de l'ordinateur, du téléphone et de la télévision, la télématique est appelée à dominer le monde.

Les grands prêtres de la religion informatique préparent son avènement planqués derrière la façade vieillotte et rassurante d'un secrétariat d'Etat aux P.T.T. Le sourire du facteur, l'air pincé de la dame de la poste, le calendrier qu'on accroche annuellement au mur de la cuisine : quel magnifique camouflage ! Tellement humain. Mais derrière, quels lendemains pour l'homme ! : des réseaux que l'on interconnecte, des données que l'on centralise, des cables et des ondes que l'on monopolise.

Finie le temps des Postes-Télégraphe-Téléphone. Voici l'ère des Postes-Télécommunications-Télédiffusion. Edison, Marconi, vous aviez libéré la parole et la conservant et en la portant au-delà des horizons. Voici que l'Etat l'emprisonne. Voici l'espace lui-même verrouillé et l'information accaparée.

Je dirais, pastichant Esope, que la télématique, langage du XXIème siècle, est la meilleure et la pire des choses. Décentralisée, c'est un formidable moyen de connaissance et d'animation. Concentrée, elle devient un formidable moyen de puissance et de domination.

Et la France a fait son choix. Elle investit dans les satellites de télécommunications (Ah ! ce magnifique envol d'Ariane !) et saborde la télédistribution par câbles. Mieux vaut une technique contrôlée par une poignée d'ingénieurs aux ordres qu'une autre qui démultiplie à l'infini les possibilités d'intervention. Mieux vaut une image uniformisée inondant des millions de foyers anonymes qu'une palette d'émissions régionales, locales ou de quartier, qui irrigueraient chaque communauté. En France, la centralisation reste le maître-mot du progrès.

Une caste de maîtres obscurs tissent autour de nous une invisible toile. Les araignées technocratiques secrètent déjà dans l'ombre les fils qui ensermeront au siècle prochain le libre arbitre des hommes.

Un clavier dans un commissariat et la vie du citoyen interpellé défilera sur un écran aux yeux des flics goguenards.



Première émission du magazine
« Antiope »

Un décodeur dans une 4 L. banalisée et la carte d'identité livrera des données scellées dans le plastique inconnues du porteur lui-même.

Un terminal dans un bureau directorial et textes de loi, décrets, règlements et renseignements confidentiels viendront instantanément désarçonner le délégué syndical moins informé.

Nous étions déjà surveillés, bureaucratisés, mass-médiatisés. En un mot intoxiqués. Nous serons fichés, cidexés, informatisés. En un mot

étouffés. Rien ne se fera dans une vie publique sans que soit alerté ce monstrueux système où l'homme ne sera identifié que pour mieux être relégué dans une mémoire d'ordinateur.

Que l'individu suive la voie profilée pour lui et ses semblables par les décideurs et une existence paisible lui est assurée. Qu'il en sorte et la société se défendra. La liberté individuelle s'arrête là où commence celle du programmeur. C'est-à-dire là où voudront qu'elle s'arrête les grands commis de l'Etat.

Les servants du Dieu-G.O.C. (Grand Ordinateur Central), engravés dans leurs temples climatisés, ne nous laisseront-ils le choix qu'entre l'énergie ou l'anarchie ? Faut-il refuser toute organisation nouvelle et tout progrès pour préserver son identité ?

Le progrès élargit le champ des libertés, écrivent de gauche à droite et de droite à gauche manuels et brochures. Mais les Bretons payent pour savoir que manié par les puissants, il n'élargit en réalité que le fossé qui sépare le décideur de l'exécutant, la multinationale du travailleur, l'exploiteur du dominé.

Au nom d'un souhaitable modernisme, à combien de renoncements ne les a-t-on pas contraints ? Au nom d'une respectable réussite individuelle, combien de reniements ont-ils acceptés ? Leur langue, leur culture, leur personnalité immo-dées. Au nom du développement, combien d'irréparables erreurs de commises ? L'eau, la terre, la mer en sont touchées.

C'est ça ou rien. Le français ou le baragouin. La civilisation ou la décadence. Le nucléaire et la bougie. Un chantage continu. Les habitants du Cap-Sizun payent pour le savoir.

Télématique et nucléaire sont les deux mamelles de la France de Giscard 1er. L'avenir des nantis exige que l'information et l'énergie soient concentrées en quelques mains. Fut-ce au prix de camouflages administratifs ou de grenades offensives. Et honte à ceux qui, dans le camp progressiste, s'en font les complices au nom de la Grandeur de la Nation et du Progrès Social. L'avenir de l'homme exige aujourd'hui de résister.

Ras l'bol d'être responsables, et toujours piégés. Ras l'bol d'être raisonnables, et toujours cocus. Vive Plogoff et l'insurrection des humiliés !

BREST : Conflit de classe autour d'un couloir de bus.

Commerçants bloquant l'accès et la sortie de la salle aux élus pour leur imposer une délibération.



D.R.

En juin dernier, le «Peuple Breton» présentait à ses lecteurs, un dossier sur l'affaire brestoise des bus allemands. On se souvient que ce conflit, qui opposait socialistes et communistes de la Municipalité de Brest, avait surtout pour objet «d'européaniser» le débat des élections européennes. D'un côté, les communistes, toujours patriotes français, défendaient le marché français des bus de Renault Véhicules Industriels; mais le coût de l'entreprise française paraissant trop élevé, les socialistes avaient préféré le Marché allemand des Usines SETRA, au nom de la défense de la fiscalité locale.

Depuis le début de cette année, on reparle encore des bus à Brest. Cela prouve au moins que la municipalité d'union de la Gauche (socialistes, communistes et U.D.B.) est préoccupée par la mise en œuvre de son programme de transports en commun.

Cette fois, ce n'est pas de bus exactement qu'il s'agit, mais de couloirs réservés aux transports collectifs, pour leur permettre une desserte plus rapide, et de devenir, à terme, compétitifs avec l'automobile.

On le sait, la reconstruction de Brest, en grande partie détruite après la dernière guerre, n'a pas été un succès, ni sur le plan de la conception urbanistique, ni du point de vue architectural. Les services de la reconstruction de l'époque, portent, avec les notables locaux, une lourde responsabilité quant au problème posé aujourd'hui. Des noms de sinistre mémoire, tel que celui de Monsieur Piquemal, Architecte chargé de cette conception d'ensemble, reviennent dans tous les esprits.

Toujours est-il que Brest aujourd'hui avec ses 180.000 habitants et une Communauté Urbaine qui en compte plus de 210.000, est une ville qui ne présente pas de centre, mais un axe commercial, long de plusieurs kilomètres, où se répartissent la plupart des «Commerces

centraux».

La Municipalité d'Union de la gauche a pour ambition de se doter d'un programme musclé de transports collectifs, et ceci pour plusieurs raisons:

- d'abord, un encombrement des axes centraux, paralysés aux heures de pointe.

- le coût élevé du carburant, qui va rendre de plus en plus difficile le déplacement des usagers des quartiers populaires.

- rendre le bus compétitif avec la voiture automobile, pour favoriser son utilisation et alléger du même coup la circulation automobile.

- enfin, permettre aux plus défavorisés d'accéder facilement aux quartiers centraux, où suivant l'ancienne conception, se regroupent les administrations, les commerces, etc..

Dans ce projet, une première tranche de 700 mètres de couloir de bus a été longuement étudiée par les élus brestoï, et particulièrement par la Commission d'urbanisme, que préside notre camarade Yann Daumer, adjoint au maire de Brest. mais dès l'annonce de la nouvelle, les commerçants se sont élevés avec véhémence contre ce projet, plus d'ailleurs par conservatisme, que par bonne logique. On le voit bien, ces commerçants sont les derniers à accepter les changements les plus novateurs, et qui plus est, en utilisant des arguments d'un racisme social écœurant. Leur raisonnement est simple en apparence: l'U.C.B. (Union du Commerce de Brest) aurait réalisé une étude démontrant que la clientèle du centre-ville se déplace à 70% en voitures individuelles, 20% à pied ou sur deux roues, et seulement 10% en bus. Déjà ce dernier chiffre serait à lui seul suffisant pour qu'il soient hostiles à un projet de développement des bus en face de leurs vitrines. Mais c'est un autre argument qui a mis le feu aux poudres: reprenant les statistiques de fréquentation des bus, ils

constatent que 27% des usagers sont des chômeurs ou des sans emploi, 21% des ouvriers smicards, c'est-à-dire près de 50% de très faibles revenus. L'un de leurs responsables, fort de ces arguments, n'hésitera pas à déclarer aux élus: «vous comprenez que vos busards ne nous intéressent pas». Les commerçants sont allés très loin dans cette affaire, puisqu'après avoir occupé les locaux de la C.U.B. et de la mairie, ils ont été jusqu'à séquestrer la commission d'urbanisme, où sont présents deux conseillers U.D.B.: Yan, Daumer, président de la commission, et Patrick Merien, conseiller municipal. Devant ces pratiques poujadistes, la commission, unanime, a décidé de ne pas délibérer sous la pression. Mais les commerçants sont allés plus loin encore: tandis que leur propos était rapporté publiquement et comprenant leur erreur, ils ont attaqué Yann Daumer en diffamation, se rétractant ainsi sur le terme de «busards», qui avait déclenché la réaction de tous les Brestoï.

Unaniment (pour une fois), la municipalité a soutenu notre camarade, tandis que les partis de gauche et de nombreuses associations condamnaient les pratiques corporatistes et poujadistes des commerçants.

Il faut dire qu'ils n'ont pas été habitués par les anciennes municipalités de Droite, à ce qu'on leur résiste un tant soit peu. Jadis, avec Messieurs Lombard et Berest, les commerçants réglaient leurs problèmes par téléphone, et la droite tremblait devant leurs menaces, même voilées. C'est d'ailleurs pourquoi Maître Lombard, alors Président de la C.U.B., n'avait pas osé s'attaquer au délicat problème de la circulation des bus sur l'axe commercial.

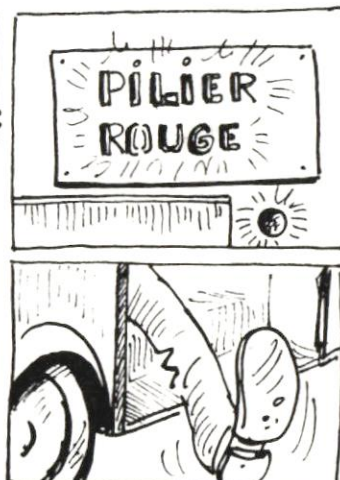
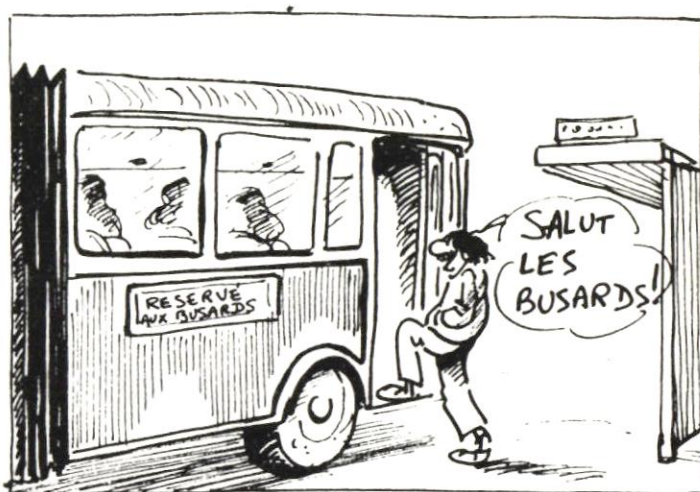
Cette fois, notre camarade Daumer, et les élus U.D.B. avec lui, fermement soutenus par la fédération Brest-C.U.B. ont voulu poser la question avec clarté aux travailleurs brestoï: «A qui appartient le centre-ville? A une poignée de commerçants (qui pour l'occasion s'appellent, non sans humour, les travailleurs du commerce en lutte), ou bien aux vrais «busards» des quartiers populaires de Pontanézen, Pen-ar-Créac'h, Kéréder, Kéranroux ou Kéranoff?» Pour nous à l'U.D.B. nous avons choisi notre camp. La fédération Brest-C.U.B. conclut, dans un communiqué: «Le procès que l'on veut intenter à notre camarade Daumer est le nôtre: c'est celui de tous les «busards».

Jean Roudaut.

N.D.L.R. — A signaler, là non plus une fois n'est pas coutume, ce coup de chapeau du P.S.U. aux élus U.D.B., dans un communiqué où ce Parti souligne: «Le conflit lié à la mise en place des nouveaux couloirs de circulation apparaît comme le premier conflit de classe auquel se heurte la Municipalité».

QUAND LES VRAIS RAPACES NE SONT PAS LES BUSARDS

... ..



NONO

La conserverie, comme la sidérurgie : 4000 emplois en moins...

Photo SIPA-PRESS



Conserverie
en
Bigoudénie

Saupiquet (Pont l'Abbé), Audren, Chancerelle (Douarnenez), le Touze (Concarneau), Coat-Ker, Raphalen (Quimperlé) Sogeico (Guilvinec), Coop (Audierne)...

Une dizaine de conserveries ont fermé ces deux dernières années sur la Côte Sud de la Bretagne, mettant plus de mille travailleurs du chômage. Il y a quatre ans c'était la faillite de Sopromer qui concernait un demi-millier d'emplois.

Pour chaque fermeture d'usine c'est le même scénario. On ne sait rien... Ca devrait encore tourner; on vient juste de renouveler tel ou tel matériel, on vient juste d'acheter telle machine. Et puis un jour, le nouveau tombe. L'usine ferme. C'est décidé. On n'y peut rien.

A Saupiquet-Pont l'Abbé, la fermeture a été annoncée alors que les nouvelles chaînes de fabrication venaient d'être terminées, que les bureaux venaient d'être rénovés.

A la SICA de Coat-Kaër, le président Orvoën sénateur et président du conseil général du Finistère, garde jusqu'au bout les informations pour lui. L'annonce du départ de bilan est faite sans explication.

A la SOGEICO au Guilvinec, les ouvrières apprennent deux jours avant Noël qu'il n'y aura plus de travail. Ni plus ni moins. On venait d'installer un chauffage dans l'usine quelques jours auparavant.

Comment peut-on se moquer ainsi des travailleurs? Comment peut-on prétendre que ce n'était pas prévu? Comment peut-

on prétendre qu'il n'y a aucune possibilité de redémarrage ou du moins de reconversion de l'usine?

La «restructuration» de l'industrie de la conserve est prévue, organisée par le pouvoir

La politique du gouvernement dans le secteur de la conserve a été définie pour les années 78-83 dans un rapport de la «Commission de Financement des Industries agro-alimentaires». Elle tient en trois points:

1) Fixation d'un «seuil d'efficience» des usines: 20.000 tonnes par an pour les légumes, 4-5000 tonnes par an pour le poisson.

2) Concentration des investissements et aides de l'état pour quelques firmes leaders: Saupiquet, Bonduelle, William Saurin, C.G.C.

3) Pour l'industrie du poisson l'investissement industriel à l'étranger, tant au niveau de l'armement que de la transformation, constitue une donnée fondamentale. Il convient de poursuivre la politique d'implantation à l'étranger, non seulement en Afrique Noire mais aussi dans d'autres pays d'Afrique (Maroc, Mauritanie), d'Amérique Centrale et du Pacifique.

Les banques qui tiennent les petites et moyennes conserveries, ne serait-ce que du fait de l'existence nécessaire de stocks, agissent en fonction de ce plan. Alors, elles

l'achètent progressivement toutes les usines qui ne correspondent pas aux normes de compétitivité.

Quelques grands groupes contrôlés par le capital financier (banque Worms pour Saupiquet, Financière Lesieur pour William Saurin) bénéficient au contraire d'aides diverses: primes de «créations d'emplois, contrats de développement, etc...

4000 emplois en moins

Sur les quelques 60 conserveries qui restent en Bretagne, il est donc prévu la fermeture de la moitié, avec au maximum le maintien d'une dizaine de conserveries de légumes, une dizaine de conserveries de poissons et éventuellement quelques petites usines ayant des spécialités.

Au total sur les 8000 emplois existant en 77 dans le secteur de la conserve, le programme gouvernemental en prévoit la suppression de 4000 au minimum. Les fermetures enregistrées depuis deux ans (1000 emplois au moins environ) ne sont donc que le début d'une série.

Le chiffre de 4000 emplois restant est une estimation qui suppose, dans le cadre de la politique définie par le pouvoir, le maintien des tonnages de légumes et de poissons traités actuellement en Bretagne.

Mais les grands groupes auxquels l'Etat consacre ses aides n'investissent plus en Bretagne. Saupiquet continue à investir en Afrique et décide de réinvestir dans son usine de Flancourt dans la Somme. Bonduelle, «leader» de la conserve de

légumes, bénéficie de contrats de développement très ambitieux mais n'investit que dans le Bassin Parisien. William-Saurin «leader» des plats cuisinés qui semblait un moment s'intéresser à la Bretagne (rachat en 78 de Patigel-Guidel) s'en est désengagé.

Un redéploiement géographique du capital comme dans les années 55-70

On constate aujourd'hui dans le secteur de la conserve non seulement une concentration de la production mais également un redéploiement géographique. De 50 à 70 déjà, la conserverie bretonne avait connu une crise très grave du fait de la conjonction de ces deux phénomènes.

Ainsi, dans le Sud-Finistère, le nombre de conserveries est passé de 126 à 51 et le nombre de salariés de 12.000 à 6800.

De nombreux conservateurs légumiers bretons s'étaient installés dans le Nord ou la Picardie: Chacun à Ham-Nicolas, à Roye, Raphalen à Rosières, Saupiquet à Flancourt... La production bretonne de petits pois qui représentait 60% de la production française en 50 n'en représentait plus que 22% en 67 tandis que la part de la Picardie passait de 15 à 50%.

De même, les conserveurs poissonniers, s'installaient en Afrique Noire, au Maroc ou au Portugal. Saupiquet possède ainsi deux usines à Dakar et Abidjan, et deux usines au Portugal. Le tiers de la consommation française de conserve de poissons est aujourd'hui importée.

De 70 à 78, le secteur de la conserve a continué à subir les effets de la concentration mais durant cette période la Bretagne a gardé sa part du marché, c'est-à-dire qu'il n'y a plus eu de redéploiement géographique.

Depuis la fin des années 60, la production des légumes s'est en effet mécanisée, les parcelles cultivées sont de plus en plus grandes (1/2 hectare en 60, 3-4 ha en 75), les circuits de collecte se sont rationalisés. Comme la Bretagne, est du point de vue climatique, la région la plus apte à la production de certains légumes, la part de la production bretonne s'est stabilisée.

Pour ce qui est des conserves de poissons, la production s'est maintenue grâce à une mécanisation de plus en plus poussée, et une régularisation des approvisionnements notamment par le recours à l'importation: sardines italiennes, maquereaux anglais, thon tropical. En 1978, 32% de l'approvisionnement est assuré par l'importation contre 8% en 65.

La politique industrielle du gouvernement Giscard-Barre, émanation du grand capital et des milieux financiers, a pour objectif le rétablissement d'un fort taux de profit et la concentration des investissements sur quelques groupes monopolistes.

Cette politique est très claire pour le secteur de la conserve; l'industrie bretonne de la conserverie est l'un des secteurs où cette politique fera le plus de dégâts. L'effort d'adaptation et de

modernisation entrepris depuis 10 ans risque fort d'avoir été inutile. C'est en fait le même scénario à une échelle plus petite, que pour la sidérurgie lorraine. Malgré les investissements réalisés jusqu'ici, l'accumulation du capital va maintenant se faire ailleurs.

La survie économique de ce secteur est possible et nécessaire. C'est un élément essentiel de l'activité économique de tout le sud de la Bretagne et particulièrement de la Cornouaille. Le maintien de certaines pêches et de certaines cultures en dépend.

La survie de l'industrie de la conserve est possible si toutes les forces progressistes s'unissent pour la défendre, elle est possible dans le cadre d'une politique spécifique à la Bretagne de développement de l'agro-alimentaire contrôlée par les travailleurs bretons.

J.R.

LA FIN DE LA SOGEICO

Après la fermeture l'an dernier de l'usine Saupiquet à Pont l'Abbé, les 115 employés de la conserverie Sogeico du Guilvinec ont appris leur licenciement en guise de cadeau de Noël, par suite de la cessation immédiate des activités de leur usine.

C'est une conséquence directe de la restructuration du groupe CGC (Compagnie Générale de Conserve) auquel appartient la Sogeico. Les 115 employés regroupés autour de la CGT, mènent depuis Noël diverses formes de luttes: occupation des locaux, interventions auprès des élus locaux, etc...

Au cours d'une conférence de presse le 12 janvier les représentants syndicaux ont rappelé que depuis plus d'un an, ils réclamaient au préfet la mise en place d'une table ronde pour discuter avec les pouvoirs publics et les groupes concernés. Mais les projets de restructuration des 4 groupes que sont Saupiquet, Bonduel, CGC, et William Saurin font peu de cas des travailleurs. Dans ce secteur, où les salaires sont parmi les plus bas, où les conditions de travail sont les plus déplorables, c'est petit à petit l'ensemble d'un tissu économique qui tombe en lambeaux.

Hier Sopromer à Concarneau, Saupiquet à Pont l'Abbé, aujourd'hui Sogeico au Guilvinec et Koat Ker à Quimperlé, le flot des chômeurs ne cesse de grandir dans une activité autrefois si florissante.

Barthus

10, rue Charles-Berthelot
BREST

Bières, vins et spiritueux
Livraisons à domicile - Gros-Détail

C.C.B.-LAMBALLE 5 MOIS D'OCCUPATION

OCCUPANT leur atelier depuis le 2 octobre 79 (voir le PB n° 192), les ouvrières du Comptoir Commercial Bergère de Lamballe (filiale Sapitex) ont à faire face à deux problèmes apparemment distincts, en réalité liés: le premier est d'ordre juridique, le second l'ordre économique.

Maitre Garnier, syndic à Paris, a demandé au tribunal des référés de St Brieuc qu'il ordonne l'expulsion des employées. On ignore actuellement la décision de ce tribunal. S'il ordonne l'expulsion elle s'opérera dans des locaux qui étaient loués à Sapitex, donc des lieux privés, dont les portes n'ont légalement pas à être forcées.

Tout comme elles n'avaient pas à l'être par les livreurs de la «Foire aux Affaires» — entreprise d'Angers ayant acheté le stock de 300 rouleaux de tissu de l'atelier. Ce qu'ils ont pourtant fait, à heure (très) matinale, le 2 février.

Faire sauter les verrous leur a été facile, procéder au déménagement l'a moins été: les entrepôts ont été vidés de leur contenu (env. 10.000 m de tissu) à l'initiative de l'UL et l'UD-CFDT. Les organisations syndicales — qui revendiquent toute responsabilité juridique dans cette action — ont voulu que soit ainsi clairement affirmée «la détermination du personnel dans sa lutte pour l'emploi».

Car c'est bien de détermination dont il s'agit. Vouloir préserver un outil de travail est normal, agir pour qu'il le soit est, de plus, important. Est-ce vraiment ce déménagement «illégal» qui fera s'activer le syndic et les pouvoirs publics dans leur recherche d'une reprise de l'atelier? Rien n'est moins sûr. Est-ce que les assurances que le maire de Lamballe, Fernand Labbé, a données aux ouvrières passeront du stade de promesses verbales à celui de solution réelle? On peut l'espérer, mais on peut aussi raisonnablement en douter: la disparition progressive — et systématique — du secteur de la confection dans le Penthievre (plus de 200 emplois à Lamballe il y a seulement 3 ans) semblait en effet n'être plus un mystère que pour l'édile RPR, qui a enfin reconnu devant les ouvrières que «la main d'œuvre dans le pays ne manquera pas le jour où l'atelier reprendra son activité».

Les employées ne veulent plus de promesses, mais des preuves... qu'elles «fabriquent» d'ailleurs elles-mêmes, puisqu'elles travaillent actuellement sur des commandes de fanions que leur a passées la CFDT.

Ce type de conflit est nouveau pour celles qui disent «on s'en serait bien passé» c'est évident. Mais ce qui le devient davantage, c'est la lutte qu'elles mènent pour retrouver leur emploi, c'est le combat qu'elles ont d'ores et déjà refusé de perdre.

Section UDB de Lamballe.

LE PROBLEME BRETON ...

Plounéour-Trez: 66 licenciements à la S.A.B.

La Société Artisanale du Bâtiment, créée en 1977 à Plonéour Trez vient de déposer son bilan. 66 ouvriers se trouvent désormais au chômage dans ce secteur d'activité déjà fortement touché pendant ces dernières années.



Emploi: 50% des demandeurs à l'ANPE de Rezé-Les-Nantes sont des femmes et des moins de 25 ans

L'ANPE de Rezé qui couvre les cantons de Rezé, Bouaye et du Pellerin est concernée par une population active d'environ 28.000 personnes. En 1977, on recensait environ 2000 demandeurs d'emploi. Ils sont aujourd'hui 3000 et la moitié d'entre eux sont des femmes et des moins de 25 ans.



Saint-Malo: Le scandale du Tofalos

L'arrivée du navire grec Tofalos au port de St Malo vient de dévoiler le vrai visage de l'exploitation de marins de commerce par certains armements. Après avoir navigué sans trêve dix-sept mois pour quelques uns d'entre-eux, les marins du Tofalos ont crié leur misère dès leur arrivée dans le port breton. Sans viande, sans hygiène, touchant épisodiquement un salaire de 450 F par mois, ces marins ont fait appel à la solidarité des marins bretons.

Pressé par les syndicats et les affaires maritimes, l'armateur devait débloquer cent dix mille francs de salaires impayés et procéder aux réparations d'urgence.



Nantes: Quelle culture ?

L'Opéra, le conservatoire, la maison de la culture, l'orchestre philharmonique: ces quatre monuments se partagent plus de la moitié des dépenses de fonctionnement inscrites au budget de la culture à Nantes.

Les associations culturelle se partagent à peu près 2% de ce même budget dont 0,04% pour celles qui se réclament d'un caractère breton.

Un héritage d'une longue gestion de la droite élitiste qu'il est grand temps de partager.

CÔTES-DU-NORD

Pléneuf Val-André: Le tourisme de luxe va de l'avant

En votant le 30 novembre 1979, l'acquisition du Grand Hôtel du Val-André, le maire et 16 membres du conseil municipal, viennent de saigner à blanc les caisses de la commune. Pourtant l'idée de préserver le patrimoine communal n'est en elle-même pas mauvaise. Encore faut-il en connaître le but.

Le maire considère que la disparition du Grand Hôtel aurait été de nature à compromettre gravement le développement de la commune compte tenu des investissements déjà réalisés sur le plan touristique. En réalité, le choix du maire est évident: il entend maintenir et favoriser un tourisme de luxe en transformant le Grand Hôtel en Palais des congrès. Pendant ce temps, la population attend depuis des années la réalisation d'une salle des fêtes qui se trouve aujourd'hui négligée par cette acquisition.

Cette politique de tourisme à outrance est une étape nouvelle de la désertification de la commune de Pléneuf Val-André.

Photo Le Peuple Breton



Grand-Hôtel du Val-André.

MOR-BIHAN

Centre FPA de la Cardonnière: grève des stagiaires

L'ensemble des stagiaires du centre de FPA de la Cardonnière a fait grève le mardi 19 février. Dans une motion qu'ils ont adressée au directeur de l'AFPA les stagiaires réclament une révision de leur statut concernant particulièrement l'amélioration de leurs conditions de travail et leurs rémunérations. C'est aussi que les stagiaires de moins de 18 ans et ceux qui n'ont jamais travaillé avant leur entrée au stage touchent un traitement équivalent à 25% du SMIC.

Par solidarité avec les stagiaires en grève le syndicat CGT du personnel du centre a observé un débrayage d'une heure, déclarant son opposition à une orientation en faveur de la formation professionnelle dirigée par le patronat.

DE NANTES A BREST



ILLE-ET-VILAINE

Aux usines Citroën, l'embauche locale doit rester prioritaire

Un certain nombre d'agents de maîtrise et d'ouvriers venant d'usines de la région parisienne a été affecté à l'usine Citroën de Rennes pour répondre à une surcharge du plan de travail. Pour les salariés de l'entreprise il n'est pas question d'admettre de tels procédés quand des milliers de Bretons sont demandeurs d'emploi. Ils réclament des solutions adaptées à la politique au coup par coup de la direction de Citroën permettant à la main-d'œuvre locale d'être employée en priorité.

FINISTÈRE

Quimperlé: Victoire syndicale aux papeteries de Mauduit: « Un papetier breton vaut bien un papetier français »

Les ouvriers des papeteries de Mauduit à Quimperlé soutenus par la CGT, seul syndicat représenté dans l'entreprise, ont mené onze jours de grève pour la satisfaction de leurs revendications. Par un tract distribué à la population, ils mirent en évidence les dures conditions de travail: la nuit, le dimanche, les jours fériés au détriment de la vie familiale pour des salaires avoisinant les 2800 frs nets par mois.

La direction de l'usine qui dépend du groupe américain Kimberly Clark Corporation refusait toute négociation prétextant des difficultés financières. En réalité la publication d'un tableau comparatif des salaires pratiqués dans trois papeteries du même groupe en France, est révélateur du retard des salaires à Quimperlé.

Pour un P2 par exemple le taux horaire brut chez de Mauduit est de 16,83 F, il passe à 23,83 F chez Sopalin et 22,60 F chez Spay au Mans. Ce sont donc des écarts de 25% et plus que connaissent les travailleurs du même groupe.

Malgré des tentatives d'intimidation par le chantage à l'emploi, les travailleurs des papeteries de Mauduit ont obtenu la revalorisation de leur pouvoir d'achat pour l'année 1980 sur la base de l'indice INSEE.

LOIRE-ATLANTIQUE

Nantes: L'Université en grève pour la protection des droits des étudiants étrangers

Depuis le 30 janvier une grève s'est progressivement installée dans les facultés nantaises pour dénoncer le climat d'insécurité qui entoure les étudiants étrangers. Ceux-ci sont l'objet de discrimination par le biais des lois Stoleru-Bonnet qui autorisent des expulsions arbitraires et le décret Imbert limitant les inscriptions d'étudiants étrangers.

1000 étudiants se sont réunis le 6 février devant la préfecture, mais le préfet a refusé tout dialogue. Or, à Nantes, 3 avis de refoulement ont été émis par la préfecture et 6 autres dossiers sont actuellement instruits.

Les étudiants et enseignants en grève poursuivent leur lutte contre l'ingérence du ministère de l'intérieur par l'intermédiaire du préfet, dans les affaires du président de l'Université et dénoncent les nouvelles mesures racistes déployées par l'arbitraire ministériel.

Mor-Bihan:

Non

aux classes surchargées

Une délégation du SNI-PEGC et de parents d'élèves s'est rendue auprès du Préfet pour rappeler son exigence de ne voir aucune classe dépasser 25 élèves en zone urbaine et 20 en zone rurale. Selon le syndicat 78% des classes ont plus de 25 élèves en maternelle, 40% en élémentaire, d'où la nécessité de créer de nouveaux postes pour améliorer la qualité de l'enseignement.



Le Gino:

Pire que l'Amoco Cadiz?

La mission d'exploration qui vient d'être effectuée sur l'épave du Gino, ce pétrolier coulé il y a neuf mois du large d'Ouessant, a révélé une grave pollution des fonds marins autour de l'épave. Le carbon black oil que contenait les soutes a pour composant un produit hautement toxique le benzopyrène.

On est bien loin une fois de plus des versions officielles optimistes. A quelques kilomètres de là, à Plogoff, on sait quel crédit y apporter.



Lanester:

Inquiétude des syndicats sur l'avenir des Ateliers Centraux des PTT

L'administration des PTT vient de faire connaître aux syndicats ses orientations pour l'année 1980 en matière d'effectifs et de promotions. Aux Ateliers Centraux de Lanester, il n'y a aucune embauche de prévue et de plus, les postes rendus libres par les départs en retraite ou volontaires ne seront pas pourvus. Les syndicats CGT et CGDT ont fait connaître leur suggestion à ce plan qui est ressenti comme un véritable affront par les travailleurs de la région à la recherche d'un emploi.



Secours Populaire Français:

Une nouvelle campagne

Une nouvelle campagne de solidarité internationale va être lancée par le Secours Populaire Français. A cette occasion, il s'est fixé des objectifs pour l'aide aux enfants du Sahara occidental, du Sahel et du Cambodge.

Concernant le Cambodge, une initiative sans précédent est en projet. L'envoi à la fin mars d'un « avion pour le Cambodge ».

VEUX-TU LAISSER CE TRAIN A SA PLACE ! ou le charme discret de la SNCF...

LA SNCF, dans le cadre de sa politique de charme commercial, délèguera-t-elle à Quimper le 24 mars des hôtesses d'accueil comme elle a l'intention de le faire dans divers hypermarchés? On s'en étonnerait: vue l'ambiance actuelle dans le Sud-Finistère, on s'attendrait plutôt à voir lesdites hôtesses réglementairement pourvues de moustaches, de matraques et visières plexiglass: il ne s'agira pas en effet ce jour-là, de refileur des tickets à tarif-réduit pour voyage de noces de diamant, mais de traîner sur le banc d'infamie un paquet de voyous d'âges et sexes variés, comme le démontrent les procès-verbaux de la gendarmerie, et dont l'occupation principale consiste à «entraver» sans motif d'aucune sorte selon le plaignant, «la circulation des trains» aux abords de la gare de Rosporden. Parmi ces dangereux desperados, cela va sans dire, des militants de l'UDB (si, si, on les a bien reconnus sur les photos, même qu'il y en a un qu'était pas dessus mais qu'on a convoqué quand même chez les gendarmes parce que sans blague... absent excusé, m'sieur).

On ne devrait pas vous raconter cela, vu qu'on n'est pas au courant. Les employeurs, eux, le sont depuis trois semaines au moins. Mais vous savez ce que c'est, les fuites... Au fait, pourquoi ce retard

dans la signification des inculpations à ceux qu'on pourrait croire les premiers intéressés? Voudrait-on «entraver» la préparation des défenses? Dérisoire intention! Le 25 novembre, dans le cadre d'une journée régionale d'action, les manifestants de Rosporden ont décidé majoritairement d'occuper quelques minutes la voie ferrée parce qu'ils disent non au démantèlement du réseau ferré, non à la politique commerciale imposée par le gouvernement à la SNCF. C'est cette dernière qui devrait préparer sa défense, car c'est elle qui sera en procès le 24 mars.

Toutefois, en raison des procédures peu claires qui précèdent ce procès, en raison de l'attention toute particulière dont sont l'objet certains membres du comité de défense, on peut se demander si les peines ne seront pas alignées sur la politique tarifaire de la SNCF qui parle de «mesures ponctuelles et personnalisées»... entendez par là à la tête du client ou, en l'occurrence, à son appartenance politique.

La cellule de Rosporden de l'UDB exige dès maintenant la relaxe pour tous les inculpés qui ne sont pas les ennemis du service public mais ses défenseurs et invite les lecteurs du Peuple Breton à venir sur place appuyer cette revendication.

Cellule UDB Rosporden.



Opération charme de la S.N.C.F. : 700 hôtesses dans les grand magasins pour expliquer aux Français comment voyager avec 50% de réduction.

Petites Annonces

Nous signalons que ces annonces sont **gratuites** pour tous nos compatriotes à la recherche d'un travail. De même nos adhérents et sympathisants qui nous signaleront des offres d'emplois en Bretagne pourront bénéficier de la gratuité de l'insertion.

DEMANDES D'EMPLOI

Jeune fille, 21 ans, formation employée de bureau, cherche emploi dans la région St-Nazaire-Redon. Christine Citharel, La Métairie, 44530 St Gildas des Bois.

OFFRE D'EMPLOI

Recherche pour société en formation, 4 vendeurs représentants, 2 chauffeurs avec permis C. Téléphoner au (98) 70.42.19

RADIO - U.D.B.
Tel. (16.98) 80.18.47



FESTOÙ-NOS

Le P.B. publie désormais chaque mois gratuitement l'annonce des festoù-nos de Bretagne et de l'émigration. Si vous avez connaissance d'un fest-nos, si vous en organisez un, si vous y chantez, vous pouvez nous prévenir par simple lettre jusqu'au 20 de chaque mois. Parution assurée si vous précisez l'organisateur.

● Le 15 mars
à Orvault (44)
fest-nos salle de la Frébaudière, organisé par le CCO.

● Le 22 mars
à Pluméliau (56)
fest-nos avec Erluherned, les Postonères, Udo-Lefebvre; organisé par le foyer celtique du lycée de Pontivy.

à Plonévez du Faou (29)
fest-nos à la salle des fêtes avec Hoperien et des chanteurs et sonneurs du pays. Organisé par le foyer communal.

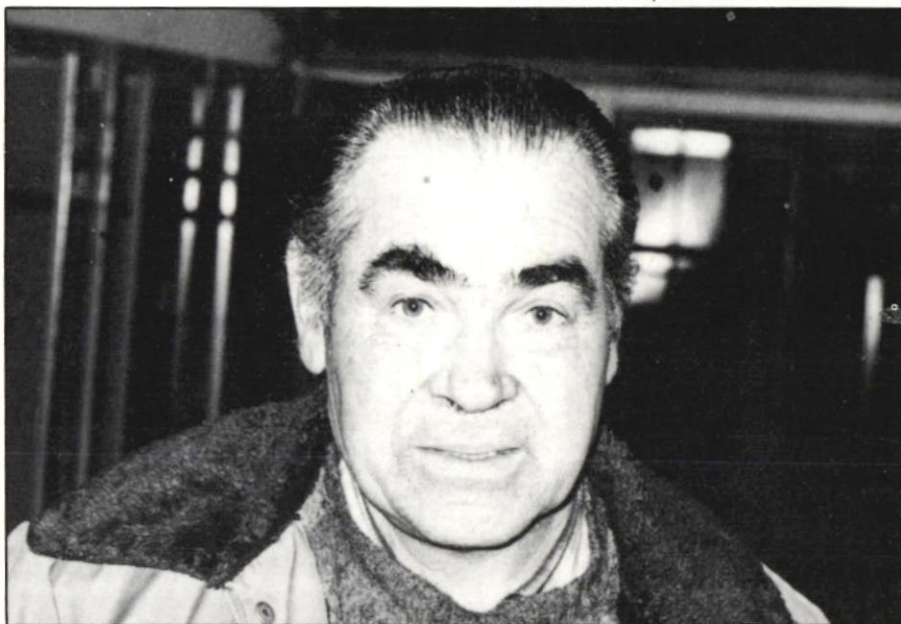
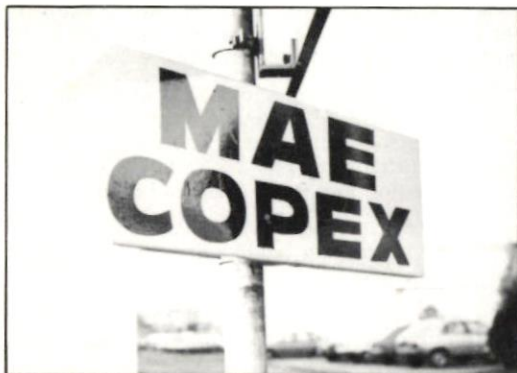
● Le 29 mars
à St Brieuc
salle Robien, fest-nos avec Malhambre, les chanteurs de Loudéac, Epinette et Malrieux, Tréguier et Corbel; organisé par Diwan St Brieuc.

à Orvault (44)
salle de la Frébaudière, fest-nos avec les groupes locaux Concours de chants à danser; organisé par Ar Falz.

Ex-France Elevage, Ex-Leroux, Ex-Sogemat, Ex-Comedef

VOICI MAE-COPEX...

Photos Le Peuple Breton/Y. Quénéhervé



Pierre Garrec, délégué C.G.T. des Forges à la C.O.M.E.D.E.F.

*Réveillon de Noël,
en 75, à la SOGEMAT*

*La même année,
les travailleurs de la
SOGEMAT devant
la sous-préfecture.*



*Un ancien des Forges,
parmi ceux qui restent.*

En 1966, Monsieur Marcellin, avec les pouvoirs publics, décide de la fermeture des Forges d'Hennebont, plus que centenaires.

En 1969, dans le cadre de la reconversion des Forges qui a coûté 15 milliards d'anciens francs de l'époque (alors que des projets de modernisation des forges avaient été proposés pour une somme beaucoup moins importante) l'usine France-Elevage s'installe sur la Z.I. de Kerpont en Lanester avec, à sa tête, un député U.D.R. de Paris, M. Modiano.

Novembre 1970: Dépôt de bilan de cette usine qui avait coûté un milliard et demi d'anciens francs, et qui employait 80 anciens des Forges.

Fuite à l'étranger du PDG d'alors Ricot, et de l'ex PDG Modiano, radié de l'UDR.

C'est Leroux, ami de Marcellin, ministre de l'intérieur de l'époque, qui reprend l'affaire pour la modique somme de 450 millions d'anciens francs.

Pour ce geste, on lui offre une subvention

de 400 millions d'A.F. et plus tard, 200 millions sur les déshydrateuses fabriquées dans cette entreprise appelée Leroux et Lotz.

Fin 73: Malgré les bénéfices réalisés mais qui servent à combler les pertes d'une autre usine de Nantes, Leroux — sachant la SOGEM intéressée par l'usine — la cède pour 600 millions d'anciens francs ! Bilan de l'opération: 750 millions d'empochés (1).

Au terme d'une nouvelle lutte des travailleurs, le groupe SOGEM rachète donc l'entreprise qui devient S.O.G.E.-M.A.T.

1974: la S.O.G.E.M. qui regroupe quatre usines dirigées par les mêmes personnes, reçoit 100 millions d'A.F. de prime. Mais la S.O.G.E.M.A.T. vendait à perte ses fabrications à la S.O.G.E.M. dont elle était sous-traitant. Ceci, à cause de prix de vente dérisoire par rapport au prix de revient, prix de vente fixé pour assurer la marge bénéficiaire de la S.O.G.E.M.

Le 20 décembre 1975, 130 ouvriers dont

44 anciens des Forges, reçoivent leur lettre de licenciement une fois de plus, occupent l'usine jour et nuit et y réveillent les 25 et 31 décembre.

Ensuite, le syndic liquidateur a concédé un contrat de gérance libre à la Société E.G.M.O. qui — avec 27 employés réalise en huit mois des bénéfices intéressants.

1^{er} novembre 1976: la C.O.M.E.D.E.F. est créée par la société Defontaine dont le siège est à la Bruffière (85).

Assez rapidement, le personnel, qui a du flair, et malheureusement dans ce domaine de l'expérience, sent que ça ne peut pas tourner longtemps comme ça. Et, dès le départ, le syndicat C.G.T. émet des doutes et formule des critiques sur les méthodes de travail.

Ce n'est que le 30 août 1978, que le directeur dans un rapport présenté au conseil de Surveillance de la Société

reconnaît que les structures calquées sur celles de la société mère (750 employés) sont inadaptées aux fabrications et aux marchés de la chaudronnerie.

Mais les erreurs se sont accumulées...

Déjà, à cette époque, la société mère comble le déficit dû à des prix n'incluant pas la totalité des coûts, s'expliquant parfois par des temps de fabrication sous estimés.

C'est le 31 octobre 1979 que la dissolution de la C.O.M.E.D.E.F. est prononcée.

Le 2 janvier 1980, la M.A.E.-C.O.P.E.X. société dont le siège est à Paris reprend l'affaire en se débarrassant de 32 personnes sur un effectif de 53. Sur la liste des licenciés on retrouve à nouveau huit anciens des forges.

Déjà, en 1978, la C.O.M.E.D.E.F. avait licencié sept anciens des Forges de 57 ans, en leur promettant qu'après leur année payée à 90%, l'entreprise leur verserait 70% de leur salaire. Oui, mais aujourd'hui, l'entreprise C.O.M.E.D.E.F. n'existe plus et ces chômeurs devront vivre avec 42% de leur salaire de 1978 en attendant la retraite. Ce qu'il y a de plus révoltant, c'est qu'à l'époque de ses promesses, l'usine était déjà en vente.

La direction savait ce qu'elle faisait quand elle rapatriait des machines à la Bruffière pour soi-disant, les réparer. (elles ne sont jamais revenues) ou quand elle a refusé un contrat d'usinage important proposé par la S.B.F.M. qui aurait sauvé et relancé le secteur mécanique de l'entreprise. Vocation du groupe Defontaine.

Mais ça, les travailleurs, pleins d'amertume, le réalisent maintenant, comme cet ancien des Forges, Pierre Garrec — militant C.G.T. qui a connu toutes les luttes, toutes ces opérations, où comme le mentionne un document de la CFDT et de la CGT édité en 1976:

« La moitié de la valeur de l'entreprise sous forme d'aide de l'état, a été engouffrée par ces pirates des temps modernes qui ne pensent qu'à une seule chose, s'installer à bon compte pour réaliser des super-profits ».

Nous avons rencontré Pierre Garrec pour parler des conditions de reprise de M.A.E.-C.O.P.E.X. et de l'histoire des luttes.

« Les conditions de reprise, dit-il, ont été imposées la veille de cette reprise, les gars sont passés un par un, sans que rien soit écrit ou signé et pour certains, jusqu'à 9 heures le soir ».

« Pour que l'affaire de la C.O.M.E.D.E.F. soit rentable, en fonction de la taille de l'entreprise et des installations, il aurait fallu tourner avec cent personnes. Il poursuit :

« C'est toujours la même chose depuis 10 ans, tu grimpes les échelons et tu redescends, et puis certains commencent à douter de nos compétences. » (Evidemment on ne doute jamais de celles des patrons...)

Pierre Garrec parle des conditions de reprise que la C.G.T. n'accepte pas.

« En ce qui me concerne alors que je suis P2, je me retrouve avec un salaire équivalent à celui de l'O.S.3 de la COMEDF. Je perds 2,12 F de l'heure; ce n'est qu'un exemple mais nous perdons aussi la moitié du 13^{ème} mois et 150 francs d'indemnité de repas. Cette reprise

se solde une nouvelle fois pour nous, par une perte importante, du pouvoir d'achat aggravé en plus par les augmentations exorbitantes de ce début d'année 80. (En moyenne, c'est une perte de près de 800 francs par mois, et il semblerait que des salariés, à qualification égale, se trouveraient moins bien payés qu'à l'entreprise M.A.E. de Pont-Scorff, d'après nos dernières informations).

Et puis, Pierre conclut: « Combien de temps serons-nous gardés? Les gars sont découragés, certains ne trouveront à leur âge plus jamais de travail, les pouvoirs publics nous ont eu à l'usure ».

Dans cette usine payée par les travailleurs bretons, pillée par ceux qui les exploitent avec le soutien des représentants de la droite, les anciens des forges sont passés en dix ans de 80 à 13.

Messieurs Croizer, Le Cabellec, Bonnet, Marcellin, vous en entendrez de moins en

moins parler et vous pourrez oublier à tout jamais le livre blanc consacré à la reconversion des Forges et au développement de l'emploi. Dans les faits à part, l'arbre qui cache la forêt, la S.B.F.M. arrachée par la lutte des travailleurs, quel est le bilan de votre politique?

Une liste noire de magouilles, de fermetures, de drames d'incertitudes, mais aussi la certitude que les travailleurs retiendront la leçon politique qu'il faut retirer de cette expérience.

Déjà, Monsieur l'ancien ministre, Président du conseil régional, certains veulent rébaptiser par votre nom ce cimetière qu'est devenue la zone de Kerpont, un de plus, après Lochrist.

Après tout, ce n'est pas n'importe quel fossoyeur qui peut donner son nom à un cimetière...

Yannick Quénéhervé.



ROSCOFF PERARIDY :

LES DESHÉRITÉS DE L'OUBLI

janvier 1959 prévoyant au maximum 12 handicapés moteurs par classe et moins s'ils étaient polyhandicapés n'est-elle pas appliquée? Cherchons les réponses.

— Un tiers de ces enfants sont d'origine arabe. Soigner ces enfants, oui... à la rigueur, mais les éduquer, non. Résultat: 25 élèves par classe.

— De nombreux enfants sont atteints de maladies incurables. Pourquoi s'occuper d'enfants dont la mort est l'avenir? Il n'est guère rentable pour l'État d'investir dans des enfants qui, pour cause de mort, ne pourront jamais rendre à l'État les deniers de leur instruction. Résultat: 25 élèves par classe.

— L'Education Nationale atteint les sommets du cynisme et cependant naïvement, les instituteurs de Peraridy crient leur révolte et demandent que l'école ne soit plus classée « école de plein air » mais devienne officiellement « Centre d'enseignement spécial ». Il serait donc légalement nécessaire de créer des postes d'enseignants adaptés aux types d'enfants traités au centre. Qui entendra ce cri? Cette demande tombera-t-elle aussi également dans l'oubli?

Madeleine Guilloux.

Depuis 1963, le CHM Peraridy de Roscoff est lié à l'Education Nationale par un protocole d'accord. A l'époque l'école est classée « École de plein air » de nombreux enfants dépendant de l'aérium, et les instituteurs s'occupaient au maximum, de 25 élèves par classes.

Depuis 1963, la nature des hospitalisations a changé mais le nombre d'élèves par classe lui n'a subi aucun changement.

Qui sont ces enfants? Ces déshérités de l'oubli? Le centre hélio-marin accueille de plus en plus des enfants handicapés très graves, (handicaps moteurs lourds que ce soit sur le plan neurologique ou fonctionnel multihandicaps, troubles métaboliques graves souvent irrémédiables). Ces enfants, extrêmement fatigables, sont aujourd'hui encore parqués dans des classes de 25 élèves, alors que les normes nationales sont pour ce type d'enfants de 8 à 12 élèves maximum par classe, ou plutôt garderie car le nom de classe ne convient plus que dans le langage de l'Education Nationale ou dans sa bonne (?) conscience.

Pourquoi cet « oubli » de l'éducation nationale? Pourquoi la circulaire du 5

STIVELL



Le Peuple Breton

LA SYMPHONIE CELTIQUE

Alan Stivell «Symphonie Celtique. Tir Na Nog» (CBS 88487) 2 disques env. 66 F.

Que les aigris, les tristes, les vilains et autres méchants ravalent leur salive, se taisent une heure et demie, pour écouter ce que d'emblée j'appellerai le Chef-d'œuvre d'Alan Stivell. Si ce préambule vous surprend, il est toutefois légitime. Que de bêtises ont été dites sur Alan, que d'éloges trop vite partis en fumées pour boudier l'une ou l'autre de ses étapes, certes quelquefois déroutantes, mais tellement sincères. Alan n'a jamais cessé de créer avec une foi et un amour incomparable pour toutes les musiques, pour un monde sans frontières, pour l'échange et l'ouverture universels. Dans la présentation de sa symphonie, il a l'humilité de dire qu'il ne s'attache pas à la «**définition emprisonnante et statique**» des mots. Faites comme lui et ne crachez plus dans la soupe!

Tir Na Nog (Terre des jeunes, paradis des anciens gaëls), est faite de trois mouvements: Kelc'h unan, Kelc'h daou, Kelc'h tri. Chacun de ces mouvements est lui-même divisé en périodes méditatives-acoustiques, symphoniques, électriques-énergiques. Le tout en parfait accord, en parfait symbiose, fondu dans le même cercle.

Kelc'h Unan. Ce premier cercle s'ouvre sur un climat intimiste cher à Alan, dans un style où il excelle. En plusieurs fresques, il nous dévoile ses songes, en se servant de musiques et de textes berbères, irlandais, tibétains, sanskrits, algonquins. Quel éventail culturel, quel bouillonnement de poésie, d'art, de celtisme. Quand Alan s'exprime par métaphores, par visions intérieures, voire avec ésotérisme, n'est-il pas la représentation même du Barde? Le cercle se referme par de sobres envolées de cornemuse, de bagad, de batterie, avec une énergie comme Alan n'en avait pas trouvée depuis longtemps.

Kelc'h Daou. Somptueuse ouverture symphonique, classique dans le jeu, méditative dans l'esprit,

avec de très beaux violons, et une harpe de cristal. Après avoir dit un texte sanskrit Alan revient à la quête de «son» ile, avec toujours son fol espoir de «naviguer vers la cité de perfection».

Kelc'h Tri. C'est l'arrivée sur l'île, ponctuée par le son fantastique de cloches tibétaines. L'émotion de la découverte plane solennellement sur ce paradis de paix, d'harmonie, et de bien-être: l'euphorie, la joie, suivront et prendront corps dans une danse universelle, à un rythme de fête exceptionnel. Sans relâche, d'ailleurs, toute une explosion de danses alterneront pour se terminer en apothéose. Jamais Alan, depuis le concert de Dublin, n'avait libéré autant l'expression de la fête.

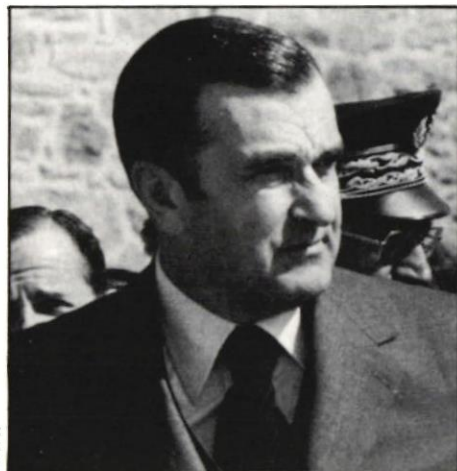
Pour cette symphonie, le travail d'Alan a été énorme. Outre l'ensemble des recherches, il lui aura fallu pas moins de soixante-quinze musiciens et choristes, dont la participation active d'Una Ramos et du groupe de femmes Djurg Djurah. Volontairement, il aura rassemblé les cultures de nombreuses minorités «**qui se rapprochent des Celtes par leur mode de pensée, par leur rapport avec la nature et le cosmos, par leur haine de l'état**».

Grâce à lui, une nouvelle dimension est donnée à la musique. Les carcans éclatent; les œillères tombent; les frontières s'estompent! Alan Stivell est un très grand musicien, l'universalité de cette symphonie le confirme aisément. Elle ouvre, en outre, une soupape aux grondements des chars, à l'inquiétude du nucléaire, à l'indifférence. Soyons heureux qu'à travers toute ce marasme, autant de beauté ait pu être créée.

Tir Na Nog, ouvre la deuxième spirale, de la quête d'Alan et nous offre une œuvre somptueuse et généreuse en nous faisant goûter au «paradis perdu». Gageons toutefois que ce paradis restera longtemps cristallisé entre le cœur et l'esprit.

Y.F.L.

Yvon Bourges



D.R.

UNE PERLE DANS LE BOUILLON DE COURGES

«La valeur et la crédibilité de la dissuasion française sont telles qu'aucun adversaire ne saurait aujourd'hui la sous-estimer» a déclaré, selon la presse, M. Yvon Bourges, Ministre de la défense. Autrement dit, il est impossible de sous-estimer la force de frappe française. Même en jugeant qu'elle ne vaut pas tripette. Ce qui veut dire qu'elle vaut encore moins, et donc qu'elle ne sert et ne saurait servir strictement à rien. On s'en doutait un peu, mais quand c'est le ministre de la chose qui le dit, on peut se permettre de le répéter sans risque d'être accusé de mauvais esprit.

Reste évidemment à en tirer les conséquences, et à démilitariser (ou re-civiliser) d'urgence un certain nombre d'endroits comme l'île Longue, et plus généralement la Rade de Brest, Ti-Vougeret et autres B.A.N. de Landivisiau. Economies à la pelle en ces temps de crise, fin du «ôte-toi de là que je m'y mette» au détriment du développement industriel, les avantages ne manqueront pas, sans compter, pour le dernier lieu cité, les petites améliorations quotidiennes, comme de permettre aux avions d'Air Inter d'être à l'heure, et aux employés de l'aéroport de Brest de soigner la bronchite chronique qu'ils ont attrapée depuis la fermeture de Guipavas.

Les Kurdes ont fui la ville de Saggeh, après quatre jours de combats contre l'armée iranienne (août 79).

Wildenberg/Gamma



KENDAL NEZAN EN BRETAGNE

Le 19 Décembre dernier, l'U.D.B. rencontrait à Guingamp KENDAL NEZAN, le représentant en France du Parti Démocratique du Kurdistan Iranien, venu sur invitation de la Ligue des Droits de l'Homme, faire part aux organisations démocratiques de Bretagne de la situation au Kurdistan Iranien et en Iran en général.

Notre parti tenait, au cours de cette rencontre, à exprimer au représentant du P.D.K., tout l'intérêt qu'il porte à la lutte exemplaire que mène à travers lui le Peuple Kurde d'Iran, pour l'édification d'un Kurdistan autonome, dans un Iran démocratique, résolument tourné vers le progrès social et le combat anti-impérialiste.

Plus que tout autre, le Peuple Kurde a subi la barbarie du régime du Shah mis en place par l'impérialisme américain avec l'appui et la complicité des pays capitalistes occidentaux, la France y compris.

Le P.D.K. et le Peuple Kurde ont compris à travers leurs terribles épreuves des 30 dernières années que leur lutte, comme nous l'a dit et répété Kendal Nezan, se situait sans ambiguïté du côté des forces anti-impérialistes, auprès de tous ceux qui en Europe et dans le monde mènent le combat pour édifier le Socialisme, chacun selon sa situation, pour offrir ainsi aux travailleurs et aux peuples opprimés les moyens réels de choisir librement leur destin.

Au cours de notre rencontre, nous avons pu mesurer, malgré la très grande différence de situation entre nos pays, que la lutte menée par nos deux organisations, pouvait, dans chacun de ses succès, renforcer la marche lente mais sûre des Peuples vers le progrès social et la liberté.

L'article ci-contre a pu être réalisé grâce aux informations que Kendal Nezan nous a fournies à l'occasion de cette rencontre. Nous tenons ici à lui exprimer nos plus vifs remerciements et notre entière solidarité dans la lutte que mènent le P.D.K.I. et le Peuple Kurde tout entier.

Le regard tourné vers l'Iran

La communauté Kurde d'Iran mérite, dans le contexte révolutionnaire actuel, qu'on lui consacre une attention particulière.

L'Iran est un Etat multi-national peuplé de Persans (35% de la population) d'Azerbaïdjanais (9 à 10 millions), de Balutches, de Turkmènes et de Kurdes (5 à 6 millions). Sa population totale est d'environ 32 millions d'habitants.

Les Kurdes, sous la conduite du Parti Démocratique du Kurdistan Iranien (1) ont été les premiers à lutter contre le régime du Shah. Dès 1967, ils engageaient la lutte contre sa dictature et ont très largement contribué à la renverser au prix de plusieurs centaines de morts, notamment lors des événements d'août 1978.

Cette lutte, les Kurdes d'Iran l'ont entreprise dans le cadre de leurs propres organisations politiques (laïques), alors qu'ailleurs, la structure religieuse chiite canalisait la résistance (2). Cela s'explique en partie, par le fait que le peuple kurde a connu sous le Shah une implacable oppression nationale, culturelle et une répression physique massive.

Très vite, le Kurdistan est devenu l'un des bastions de la lutte contre la dictature. Les Kurdes d'Iran ont eu recours à deux reprises à la lutte armée: en février 1956, une révolte paysanne éclate à la frontière iranienne. Au début de 1967, une guerre de partisans (les fameux pechmergas) est déclenchée par les militants du PDKI. Elle durera 18 mois, sans être, comme l'espéraient ses promoteurs, l'étincelle susceptible de mettre le feu à l'édifice monarchique.

Enfin, les Kurdes d'Iran, prirent une part très active aux récents événements révolutionnaires qui aboutirent à la chute du régime du Shah. Il est clair que l'avenir de la révolution iranienne, et surtout le combat mené par les Kurdes iraniens, soit porteur d'espoir pour les Kurdes de Turquie, d'Irak ou de Syrie.

(1) Parti fondé en 1945.

(2) Les Kurdes sont en majorité sunnites.

Les démêlés avec le nouveau régime

Dès la chute de la dictature, les forces politiques kurdes ont profité du vide politique, créé par le renversement de la monarchie, pour mettre en place une administration autonome composée de conseils révolutionnaires et dont le rôle était de gérer les affaires économiques, culturelles et les administrations locales. La constitution simultanée de milieux populaires avait, elle, pour but de s'opposer à un retour éventuel du régime du Shah.

Assez rapidement les nouvelles autorités de Téhéran virent d'un très mauvais œil s'installer cette autonomie de fait au Kurdistan, sous le contrôle des forces politiques progressistes kurdes (PDK principalement), Moudjadedine et fedayi du peuple).

Dans un premier temps, le régime de K homeiny tenta de régler la question par la force: l'intervention de l'aviation contre la population civile faisait près de 400 morts le 18 mars 1979. En avril, l'armée entra à Naghadeh. Là aussi, les victimes se comptèrent par centaines.

A partir du mois d'août, les médias développèrent une véritable hystérie anti-kurde. Pour Téhéran, les kurdes étaient des «agents de Satan» des «agents de la CIA et de la SAVAK»! etc... Force leur fut à nouveau de reprendre les armes et d'engager une guerre frontale, suivie d'une phase de guérilla de 2 mois qui causa de lourdes pertes aux gardiens de la révolution.

Finalement, un accord de cessez le feu fut signé le 14 novembre dernier.

Depuis K homeiny a publiquement reconnu ses erreurs et a demandé le «pardon» au peuple kurde. Des pourparlers se poursuivent pour l'obtention d'un statut d'autonomie mais les propositions faites par Téhéran sont encore selon le P.D.K. très insuffisantes. Malgré tout ces derniers estiment qu'un grand pas a été accompli, car les Kurdes d'Iran ne sont plus accusés d'être des agents de l'impérialisme ni de diviser le pays.

Renforcer la lutte anti-impérialiste et construire un Iran démocratique

Les forces progressistes kurdes et principalement le P.D.K. ont aujourd'hui pour premier souci de concilier deux objectifs, étroitement liés sur le fond : la lutte anti-impérialiste des peuples d'Iran, et la lutte pour l'autonomie démocratique du Kurdistan iranien.

Les Kurdes n'ont pas ménagé leurs peines pour renverser la dictature du Shah. En ce sens, ils se réjouissent de la réalisation de la révolution iranienne. Celle-ci constitue pour eux une étape essentielle dans la lutte contre l'impérialisme, pour la construction d'un Iran démocratique, laïque et fédéral.

Pour le PDK, il est nécessaire que le nouveau régime reconnaisse le fait national kurde et accorde au peuple les droits économiques culturels et politiques auxquels ils aspirent.

Le faux problème de la religion

Selon le PDK et son représentant en France, Kendal Nezan il ne fait pas de doute que le régime du Kohomeiny a connu au cours des premiers mois un enthousiasme populaire extraordinaire.

Actuellement si l'on en juge par les résultats du dernier référendum, la ferveur populaire a baissé : l'explication est, quoi qu'en dise les média occidentaux, que la notion fondamentale de la révolution n'était pas la religion, mais la pauvreté, la misère inouïe de la majorité de la population de l'Iran. Si le régime actuel, dans les mois qui viennent n'apporte pas des mesures concrètes en faveur des plus déshérités, il se trouvera sans nul doute opposé à ceux qui l'ont acclamé. Il est alors à craindre que les forces impérialistes ne saisissent l'occasion comme à l'habitude pour tenter d'instaurer une nouvelle dictature au service de leurs intérêts.

Le PDK, sans rien abandonner de ses objectifs nationaux, a pour souci de faire tout ce qui lui est possible pour maintenir et développer les acquis de la révolution iranienne. Son programme politique spécifie en effet très clairement : « **Le Parti Démocratique du Kurdistan constitue l'avant-garde du peuple Kurde au Kurdistan iranien et, à côté, des forces progressistes de tous les peuples d'Iran, il lutte contre l'impérialisme, le régime monarchique réactionnaire et pour la libération de tout l'Iran ainsi que pour le droit du peuple Kurde à l'autodétermination.** »

Le mot d'ordre du PDK est d'assurer l'autonomie du Kurdistan dans un Iran démocratique. Selon le PDK, il est essentiel pour la victoire, que la révolution iranienne et les aspirations du peuple breton à l'autodétermination reçoivent l'appui des mouvements de libération, des pays libérés du tiers-monde, des pays socialistes, et d'une manière générale de l'opinion publique mondiale.

Youenn Le Lay

Idées reçues sur la langue bretonne :

Le Front Culturel répond

LE Front Culturel progressiste vient de développer un solide argumentaire du breton. Voici une partie de son argumentation.

— « **Le breton ne sert à rien** » : les mêmes disent que la musique, le dessin, l'éducation physique, l'histoire, la géographie, et même déjà le français sont aussi inutiles. Il faudrait, dans cette logique, supprimer toutes les matières qui ne sont pas immédiatement rentables. **Mais l'épanouissement de l'enfant se mesure-t-il en termes de rentabilité ?**

Mais, même en ne retenant que la stricte utilité, l'absence de connaissance du breton peut constituer un handicap actuellement dans de nombreuses professions (secteur hospitalier, commerces, administrations, banques...)

— « **Il vaudrait mieux étudier de l'allemand ou de l'anglais ou etc...** » : l'un n'empêche pas l'autre. Au contraire. Une bonne connaissance du breton aide à mieux parler le français et favorise l'acquisition d'autres langues.

— « **Le latin au moins, ça forme l'esprit** » : c'est vrai pour certains, mais qui pourraient tout aussi bien se former en faisant des maths, de la philo ou... en jouant aux échecs. Mais, contrairement à une vision élitiste et abstraite de la culture, l'étude du breton, comme du gallo, permet une approche concrète de l'environnement immédiat et l'enracinement dans la culture du peuple qui se forge de génération en génération.

— « **A quoi lui servira le breton quand il ira vivre ailleurs ?** » il n'est pas mauvais de rappeler que le slogan, « **vivre, travailler et décider au pays** » n'est pas un simple mot d'ordre. C'est la traduction d'un désir très fort chez les jeunes de vivre chez eux pour construire leur pays justement en refusant l'exil comme une fatalité. Apprendre le breton, ce n'est pas se refermer sur soi-même, mais c'est manifester son aspiration à avoir sa propre personnalité, son pays, pour soi-même et pour ses enfants. Et même lorsque l'on doit quitter son pays, on sait encore qui l'on est et d'où l'on est.

— « **Les cours de breton ne sont pas faits aussi sérieusement que les autres** ». C'est vrai que l'Administration ne fait généralement rien pour permettre le déroulement normal des cours de breton : pas d'enquêtes sur les besoins, pas d'information des parents et des élèves, pas de formation des enseignants, aucun effort pour mettre les cours à des heures normales, aucun poste budgétaire, pas de suivi pédagogique. **Seules nos luttes permettront de débloquer cette situation.**

— « **Au moment où l'on veut faire l'Europe, apprendre le breton est dérisoire** ». Et pourquoi donc est-il mentionné explicitement dans la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, que le respect des groupes linguistiques minoritaires est un critère de démocratie ? La démocratisation de l'Etat espagnol ne passe-t-elle pas d'ailleurs par la reconnaissance effective des droits culturels des Basques, des Galiciens et des Catalans ? **Que serait la culture, et la vie serait-elle possible, s'il n'y avait cette diversité qui seule permet les échanges et l'enrichissement mutuel ?**

15 MARS : MANIFESTATION A MORLAIX

Le Front Culturel progressiste, qui regroupe, rappelons-le : Ar Falz, G.E.R.I.B., Parti Socialiste Breis, Parti Socialiste Unifié, R.T.B., S.G.E.N., C.F.D.T., Skol an Emsav, S.N.E.T.P.-C.G.T., S.N.R.T.-C.G.T., et S.F.R.T.-C.G.T. (Sections Bretagne - Pays de Loire), Union démocratique Bretonne organise le samedi 15 mars à 15 h, à Morlaix un grand meeting pour un enseignement réel de la langue bretonne. Il faut en faire un succès !

— Enfin, certains professeurs pourraient utiliser un argument corporatiste. « Les élèves qui feront du breton ne feront pas d'allemand, d'espagnol, de russe ou d'italien ; il risque d'y avoir des suppressions de postes dans ces matières ».

Dans ce cas, il ne faut pas hésiter à dénoncer le fait scandaleux que l'Etat ait mis en concurrence en 4^e (option) la langue du pays et des langues étrangères.

D'autre part, on ouvre parfois des classes pour un ou deux élèves en grec ou en russe. Pourquoi pas en italien, en allemand ou en breton. C'est une question de moyens.

Il est bien évident en réalité qu'un véritable enseignement du breton serait créateur de nombreux postes supplémentaires pour des enseignants qui veulent vivre et travailler au pays.

Les enseignants et éducateurs exerçant en Bretagne (Bretons ou non) ont une responsabilité collective quant à la vie culturelle de ce pays, dont le respect et le développement sont une des exigences de la laïcité.

Les Kurdes, un peuple écartelé

Les Kurdes sont probablement le seul peuple de plus de 15.000.000 de personnes qui n'a jusqu'ici aucune existence nationale et cela malgré des luttes s'étendant sur plusieurs décennies. Le peuple Kurde est aujourd'hui divisé entre quatre états: Turquie, Iran, Irak, Syrie. Une cinquième communauté, la plus petite, vit en URSS. Celle-ci, on le verra dans la suite connaît une situation fort différente de toutes les autres.

Quatre grandes communautés exploitées et réprimées

Le Kurdistan de Turquie représente la partie la plus vaste et la plus peuplée du territoire national kurde. Il couvre une superficie de 230.000 km² (30% de la Turquie) et représente une population supérieure à 6 millions de personnes.

La majeure partie (80%) des habitants vivent de l'agriculture, l'industrie ne représentant que 5 à 6% de la population active. Ces structures sociales restent féodales. Les seigneurs terriens possèdent la majeure partie des terres cultivables et maintiennent les masses paysannes dans un état de sous-développement important. Le Kurde, et toutes les publications dans cette langue, sont frappées d'interdiction depuis 1925.

Le Kurdistan Iranien

Il est peuplé d'environ 6 millions de personnes. Là aussi, l'agriculture domine, dans une région bien irriguée et au sous-sol riche en pétrole et en minerais divers. Potentiellement, le Kurdistan iranien possède de sérieux atouts pour assurer son développement économique.

Le niveau de vie actuel reste, malgré tout, très bas et l'analphabétisme touche près de 80% de la population.

Les Kurdes d'Iran sont en majorité sunnites, contrairement aux persans qui eux sont musulmans chiites.

De 1945 à 1946, l'existence forte brève de la république kurde de Mahabad, a été à l'origine d'un véritable bond en avant de la langue et de la littérature kurdes d'Iran, dont les effets se sont fait sentir jusqu'à aujourd'hui malgré l'impitoyable répression de la dictature du Shah.

Le Kurdistan Irakien occupe quant à lui, une position quasi-centrale en pays kurde. La population s'élève à 2.900.000 habitants, et l'activité dominante est également l'agriculture.

En Irak, le niveau de vie de la communauté Kurde est marqué par le sous-développement et les richesses de l'agriculture (le tabac) tout comme



En gris, les zones de peuplement kurde.

celles du sous-sol (le pétrole) profite essentiellement à la bourgeoisie et aux classes dirigeantes irakiennes.

Après une brève accalmie en 1975, l'attitude actuelle du gouvernement irakien relève de la discrimination généralisée, doublée d'une politique de terreur à l'encontre de la communauté kurde.

Les Kurdes de Syrie, après avoir connu la répression, les interdictions de toutes sortes et les transferts de populations connaissent aujourd'hui un certain répit et une légère amélioration de leur sort, notamment sur le plan culturel. Leur communauté s'élève à 825.000 personnes vivant quasi exclusivement de l'agriculture et d'élevage.

Les Kurdes d'Union Soviétique: S'il n'y a pas de territoire kurde en URSS, il y existe cependant une communauté composée de plusieurs colonies compactes disséminées à travers les républiques de trans-Caucasie et d'Asie centrale: en Arménie (37.000), en Azerbaïdjan (150.000), en Georgie (20.000), au Kazakhstan (12.000), Kirghizie (8000) et en Turkménie (50.000) soit en tout près de 280.000 personnes.

Malgré la faiblesse de leur importance numérique, les Kurdes soviétiques notamment ceux de l'Arménie, occupent dans la vie culturelle kurde une place de première importance et exercent sur leurs compatriotes du Kurdistan une très grande influence. Leur grande dispersion s'explique, en partie, par des raisons historiques.

Contrairement aux autres communautés du Kurdistan, très défavorisés par rapport aux nations dominantes, les Kurdes soviétiques sont parmi les gens le plus prospères de l'URSS.

Il convient aussi de noter qu'il ne font l'objet d'aucune discrimination. Leur situation économique et sociale ne laisse rien à désirer par rapport à celle des autres nationalités. Ils occupent des postes de grande responsabilités à tous les niveaux: dans le parti, l'administration locale, au Soviet suprême, et au Soviet des nationalités. Trois Kurdes sont vices-ministres (transports, économie rurale et justice). Sur le plan culturel, les Kurdes soviétiques, descendant des exclus, des proscrits et des parias de la société Kurde de jadis, constituent aujourd'hui la fraction la plus instruite (dans sa langue) et la plus prospère du peuple kurde.

SUR UN AIR DE

BRETAGNE FRANCE ECOSSE AMERIQUE

Paul Huellou. «Kanaouennou Breizh Izel» (Velia. 2230 075).

On change de continent, pour se retrouver «chez nous» en compagnie de Paul Huellou, de son fils, de Brendan Fahy, de Pascal Segart et de Paddy Keenan, trois musiciens irlandais.

Si le disque du fils, l'an passé, n'avait pas retenu mon attention, celui du père est intéressant à plus d'un titre. Il réunit d'abord l'expression d'un terroir à travers deux poétesses, l'une Trégoroise, Alice Lavanant, l'autre de Bretagne centrale, Philomène Cadoret. D'autre part, l'ambiance de ce disque est à la fois familiale et humble. J'aime aussi la voix de Paul Huellou, faite pour ces chansons, aux accents de la tradition orale. Je regrette simplement que dans les textes contemporains, la traduction des mots nouveaux en breton soit faite sous la forme de la racine latine. Quand la diffusion des mots nouveaux traduits sera-t-elle accessible à tous? C'est aussi ça, la survivance de la langue et son évolution nécessaire.

Planxty «After the break» (Tara. 3001)

Je ne m'attarderai pas sur la dernière production d'un groupe, qui après s'être réformé, laissait présager de meilleurs lendemains. Si le style est toujours parfait, l'innovation est complètement inexistante. C'est dommage! On était en droit d'attendre plus d'un groupe comme Planxty.

Battlefield, «Stand easy» (Topic 12 TS 404)

Si certains stagnent, d'autres évoluent à grandes enjambées! C'est le cas de Battlefield, pour qui je vais bientôt manquer de superlatifs tellement leur nouvel album est une fois encore rempli d'idées, de créations, d'harmonie, voire de perfection musicale. (En existe-t-il seulement une?) C'est un délice de se laisser porter par cette musique que vient affiner Jenny Clark, désormais chanteuse du groupe.

Si avec beaucoup de simplicité, de gentillesse, et de modestie, Brian Mc

Neil et Alan Reid ont amené le Battlefield où il en est, c'est surtout grâce à leurs qualités de musiciens, à leur amour de ce qui est bien fait, et à leur persévérance à jouer dans un style qui fait toute leur originalité. La meilleure récompense que nous pouvons leur faire, c'est à la fois d'écouter leur nouvel album et de ne pas manquer leur tournée en Bretagne du 1^{er} au 20 avril.

Yvon Etienne «Ses plus grands futurs succès» (Pluriel PL 3316).

Là, vous savez à quoi vous en tenir! Yvon n'a pas attendu que les médias, qui trop souvent l'ignorent, lui reconnaissent ses succès, pour en proposer quelques uns. Le choix qui est fait ici résume bien la «carrière» de «notre» artiste. C'est un bon moyen de découvrir Gégé et Yvon pour ceux qui prennent le train en marche. Cette compilation contient: Couleurs/Salaun ar foll/Mes collections/Moi je vais à pied/Les gars de Saint Gédéon/Les petits binious/La confiture/Le vent tournera un jour/Ya sa Pichou/Pas la peine/Le beau pays des cons/Trois petits frères en France/La différence.

François Béranger «Ya dix ans» (Escargot. ESC 402. dist. C.B.S.)

Même chose pour François Béranger

qui depuis dix ans, chante, clame ses visions bien réelles de notre société. Les chansons présentes comme «Tranche de vie» «prisons» «département 26» vous donneront sûrement envie d'en savoir plus! Ce disque est une toute petite idée du bon cheminement de Béranger passionnant, parfois tendre, parfois drôle, parfois tragique mais terriblement réaliste.

Arlo Guthrie with shenandoah «Outlasting the blues» (Warner bros. W8 56658 dist. WEA Filipacchi).

Après un an de fructueuses démarches, je peux enfin vous présenter le «nouvel» album d'Arlo Guthrie. Ce disque va définitivement mettre de côté «One Night» son précédent album en public qui laissait un goût amer de trahison (1 seule face de chansons, 1 face de monologue en anglais).

Pour «Outlasting the Blues», Arlo s'est entouré de Shenandoah un groupe de musiciens, habiles et efficaces en country-music. Mis à part quelques interprétations au ton tout à fait dylanien «Drowning Man» et «Which Side» Arlo joue d'un style qui lui est propre, allant des ballades au country-rock, faisant même une incursion dans le rock avec «Carry me Over».

C... FRONTUREL

On est peut-être méchant, mais on ne résiste pas à l'envie de vous montrer ce que vous avez manqué, en n'assistant pas le premiers mars, à la «Nuit du pays breton» organisée à Montrouge par l'USBIF...

MAURICE LARCANGE

ANIMERA AVEC SON GRAND ORCHESTRE



LA NUIT DU PAYS BRETON

ORGANISÉE PAR L'UNION DES SOCIÉTÉS BRETONNES DE L'ILE-DE-FRANCE

ÉLECTION
DE LA REINE
DU PAYS BRETON 1980

Cet album n'a peut-être pas l'homogénéité d'«Hobo's Lullaby» ou de «Last of the Brooklyn Cowboy» mais c'est néanmoins un chouette disque à porter à l'actif d'Arlo et de la musique country.

Police. «Reggata de Blanc» (AML 68502. dist. C.B.S.)

De «Message in a bottle» à «No time this time» 11 titres époustoufflants où se mêlent rock et reggae blanc. Un rock sobre, dépouillé, sans la fioriture des années 70, efficace. Des morceaux très courts, très précis, caractéristiques de la décennie à venir. Les «riffs» à la guitare sont superbes, le couple de Sting en rajoute encore pour la personnalité du groupe. «Reggata de Blanc» méritait bien d'être élu disque de l'année 79. Ecoutez entre autres «Walking on the moon» et «Deadwith» vous comprendrez et... vous ne résisterez plus.

The Clash. «London Calling» (CBS 88478)

Après avoir débuté en pleine vague punk, Clash signe son troisième album (2 disques pour le prix d'un). Là encore, le rock est frais, porté tantôt par le reggae tantôt par le jazz. Joe Strummer, leader du groupe, compose des textes sans indulgence, comme autant de manifestes politiques. Si leur révolte est profonde, les CLASH ont eu le bon goût (!) de ne pas le faire passer par une cohorte de décibels superflus. Marqué du fer des «eighties» on retrouve une expression très spontanée, concise, au service d'une musique redevenue complètement populaire. Les interventions discrètes des cuivres sur certains morceaux fignolent le style, sans être de ces enjolivures qui aseptisent. Rien sur ces deux disques n'est laissé au hasard, tout est vraiment passionnant et plein de sons neufs, pétillants, acides parfois, mais avec une simplicité qui fait du bien.

Yann-Fanch Langoët.

pb.service

Sous ce titre, nous ouvrons désormais une nouvelle rubrique de petites annonces *gratuites*. Nous voulons ainsi aider nos lecteurs à échanger, à trouver, à acheter ou à vendre différentes choses, ayant — de préférence — un rapport avec la Bretagne. Ces annonces sont entièrement gratuites, même pour les ventes, à condition que le prix demandé soit indiqué et inférieur à 500 F. Au-dessus, le tarif de publicité s'applique aux annonces. Pas de domiciliation au journal.

• Théâtre:

Le 18 mars, à 21 heures, salle du Jamet, à Nantes: **La fabuleuse ascension de Théodule Durand** (petit-fils de Théodule Durand) de Georges Berdot, par les «tréteaux de St Marins»

Le 28 mars, à la Kerouezée à Jugons (22), **En pleine mer**, par le théâtre du Scorpion.

• Stages:

La direction régionale de la Jeunesse, des Sports et des Loisirs de Nantes organise deux stages destinés aux responsables bénévoles et professionnels d'associations socioéducatives, culturelles et sportives. Ces deux stages sont agréés Unité de Valeur C.A.P.A.S.E. et peuvent être pris en charge au titre de la formation permanente avec établissement d'une convention simplifiée.

Le premier stage sera organisé du 10 au 15 mars sur le thème «**Les associations régies par la loi de 1901**» avec leur administration, leur gestion et leur situation juridique (stage C.A.P.A.S.E. UV «F»)

Le second stage se déroulera du 14 au 19 avril sur le thème «**Animation, citoyens et institutions**» (stage C.A.P.A.S.E. UV «L»)

Renseignements, fiches d'inscriptions à la Direction régionale Jeunesse, Sports et Loisirs, B.P. 936, 44075 Nantes cedex, tél. (40) 49.41.24

Initiation au breton et à la civilisation bretonne du 14 au 20 avril à Morlaix. Auberge de Jeunesse, 3, route de Paris, 29210 Morlaix. Avec la collaboration de Ar Falz.

Stage en RDA pour les enseignants à l'Université de Rostock: les orientations politiques de la RDA, son système général d'enseignement. Renseignements: Comité Bretagne RDA, R. Pellen, 16, rue Léon Nardon, 29200 Brest.

• Chansons

Gilles Vigneault, à la salle municipale de Lamballe le 8 mars. Organisation: MJC de Lamballe.

Naphtaline, le 7 mars: les Frères Desanay le 9 mars à 18 h, Dolorès Keane et John Saulkner le 16 mars à 18 h, Patt Kilbride le 21 mars, à la Kerouezée à Jugon (22), Jacques Higelin, le 7 mars à 20 h 30 à Nantes.

• Théâtre en breton.

«**Nominoé-Oé**», de Jakez Riou, par Strollad ar Vro Bagan, le 16 mars au Folgoët, le 21 à Morlaix, le 22 à Guissény, le 23 à Brignogan.

• Comptines.

En vue d'animer un centre de vacances bretonnantes, je recherche des histoires, contes, comptines, chansons en breton. Serj Rochard, 124, Bd de Strasbourg, 94130 Nogent sur Marne.

• Lutte bretonne

Championnats de Bretagne, hiver BAG/FALSAB: 16 mars: benjamin, Guipavas; 30 mars: junior, Brest.

• Non-violence

Constitution d'un groupe à St Brieuc: Erwan Le Fur, 38, rue Louis Juvet, 22000 St Brieuc.

• Objection.

Constitution d'un groupe à Dinan: Alain Rostren, 113, rue de Brest, 22100 Dinan.

• Animation.

A Nantes, du 25 au 29 mars, semaine Ar Falz 80 avec J. Markale, Patrick Ewen et Kristen Nogues; montages, débats, poésie.

ABONNEZ-VOUS

**LE PEUPLE
BRETON**

Boîte Postale 304 - 29273 BREST CEDEX

NOM PRÉNOM

ADRESSE

Souscrit un abonnement ordinaire : 50 F (1)
étranger : 60 F (1)
de soutien : à partir de 70 F (1)
un réabonnement (1) étranger, par avion: 75 F (1)
A partir du N° inclus.

Ci-joint le règlement par chèque postal (1)
chèque bancaire (1) (1) Rayer les
mandat lettre (1) mentions inutiles.

C.C.P. RENNES 2365-76

ABONNEZ-VOUS

**PUBL
VREIZH**

en langue bretonne

NOM PRÉNOM

ADRESSE

Souscrit un abonnement ordinaire : 40 (1)
étranger : 50 F (1)
de soutien : à partir de 60 F (1)
un réabonnement (1) étranger, par avion: 65 F (1)
A partir du N° inclus.

Ci-joint le règlement par chèque postal (1)
chèque bancaire (1) (1) Rayer les
mandat lettre (1) mentions inutiles.

C.C.P. RENNES 2746-79



COURRIER DES LECTEURS

Nous remercions ceux qui nous écrivent. Précisez si vous désirez l'anonymat.

Souhaits pour de futurs lecteurs

Je ne voudrais pas manquer le rendez-vous de l'an neuf sans saluer votre équipe, votre esprit, et sans vous souhaiter de plus en plus d'audience — non parmi les mécontents, ce qui est relativement facile: Peuple on te trompe!... — mais parmi ceux qu'habitent la lucidité et, quand même, l'espérance. Lecteur occasionnel, puis insensiblement assidu du PB, j'y ai de plus en plus rencontré des idées, des positions, des gens qui questionnent avant d'affirmer. Quand on a passé l'âge des enthousiasmes, une telle compagnie réchauffe.

Je saute donc le pas et, en m'abonnant, j'espère bénéficier de votre offre de fin d'année en assurant à deux amis lointains la même diffusion. Ils y trouveront, j'en suis sûr, autre chose que «l'air du pays»: un refus du discours technologique et cependant, pas pour autant le refuge paniqué dans les «valeurs du passé». Ce que je souhaite à ces futurs lecteurs, avec une approche démythifiée de la Bretagne, c'est la découverte d'une tentative de tolérance intellectuelle et d'efficacité rédactionnelle.

Daniel Boas, Lorient.

Qui se mordra les doigts?

Lecteur assidu du PB, j'ai été extrêmement déçu par la faiblesse des analyses que vous proposez dans le numéro de février sur l'Afghanistan. En effet, aucune place n'est réservée aux problèmes de fonds, aux questions de relations internationales. Il n'est fait aucun cas des menaces américaines qui pesaient sur le Peuple Afghan. Il n'est fait aucun cas non plus de l'enjeu que représente ce pays dans le contexte de rapport de force qui s'est établi depuis longtemps entre deux puissances: l'une socialiste et l'autre impérialiste. Qu'est-ce qui vous autorise à dire dans l'édition que le peuple afghan ne veut pas d'un régime conforme à ses intérêts? Quelles sont vos sources d'information? Avez-vous pris connaissance du rapport de la délégation CGT à Kaboul? Comment peut-on dire que l'URSS a eu raison d'intervenir en Angola, mais pas en Afghanistan alors que ces deux interventions avaient le même but: soustraire un peuple à l'impérialisme U.S.? C'est facile aujourd'hui de dire que Staline aurait dû intervenir en Espagne pour combattre le franquisme. Mais si vous étiez logiques, qu'auriez-vous dit si les USA avaient installé à Kaboul un Pinochet version afghane?

Quant à l'article de J.L.F. (Bruits de bottes) je le trouve tout simplement grossier et de nature à semer la plus grande confusion dans l'esprit des gens, à l'image des médias bourgeois. Je n'arrive pas à comprendre comment J.L.F. membre d'un parti qui se veut de classe et d'idéologie socialiste, peut comparer les «ambitions soviétiques» avec celles des tsars du 19^e.

Pour ma part, j'en connais qui se mordront les doigts dans quelques années, quand ils se rendront compte qu'on ne traite pas un sujet si grave avec tant de légèreté ou d'ignorance coupable.

F. Le Goff, Brest.

Aujourd'hui, être libre c'est être informé, dit la devise du PB. Pour nous, informer n'est certainement pas asséner à nos lecteurs des vérités toutes faites, sans précautions (voir la lettre du lecteur précédent). Ce n'est donc pas, comme vous semblez le souhaiter, applaudir sans réserve à l'intervention soviétique en Afghanistan sous prétexte que l'URSS appartient au «camp socialiste». Ceci étant dit, il faut être bien chatouilleux pour interpréter comme vous l'avez fait, nos propos: à la lecture de votre lettre, quiconque n'aurait pas lu les deux articles incriminés serait en droit de croire qu'ils sont exclusivement consacrés à une virulente condamnation de la politique extérieure de l'URSS. Ce n'est pas du tout le cas, tant s'en faut, et l'article de J.L.F., tout comme l'édition, s'attachent au contraire à remettre les pendules à l'heure, c'est-à-dire essentiellement à mettre le nez des états capitalistes dans leurs propres (si j'ose dire) cacas impérialistes.

A propos des prud'homales

Militant Force-Ouvrière, je vous règle mon abonnement non sans une certaine amertume. Votre éditorial consacré aux résultats des élections prud'homales m'a

profondément peiné, et pas seulement en ce qui concerne les jugements portés sur l'organisation syndicale à laquelle j'appartiens. Les commentaires insidieusement racleurs au bénéfice d'une autre organisation syndicale m'apparaissent plutôt inquiétants. Nombreux sont les militants de la CGT-Force-Ouvrière, véritables démocrates, hommes de gauche, attachés à la défense des libertés, de toutes les libertés et donc bien sûr, à celles que précisément vous entendez défendre. Les sympathisants et défenseurs de la cause bretonne ne sont pas si nombreux, et je crois que vous n'avez pas les moyens de les écarter en les obligeant à tirer «une intéressante leçon» de votre argumentation filandreuse. Votre rôle n'est pas de diviser la classe ouvrière bretonne.

Quant au score réalisé en Bretagne par FO aux dernières élections prud'homales, du fond du cœur, je vous le souhaite aux prochaines élections politiques. Je crois que nous nous en réjouissons tous ensemble.

X. Noyal.

Instrument indispensable

Le Peuple Breton en vente à la gare St-Lazare pour la première fois: ce fut ce matin une agréable surprise pour tous ceux, lassés par «La Bretagne à Paris» ou «Ouest-France». Voilà une excellente initiative que de diffuser le journal de la lutte bretonne hors de Bretagne et d'informer ainsi de façon objective, non seulement les bretons, mais aussi les individus intéressés pour tout ce qui a trait à la Bretagne. Je me réjouis de l'audience croissante du Peuple Breton, instrument indispensable de la cause bretonne, et souscris modestement en espérant que cela continue.

P. Trémel, Paris.

Ceci VOUS concerne !

BULLETIN D'ADHÉSION

Nom : Prénom :

Adresse :

déclare vouloir adhérer à l'U.D.B.

Signature :

A le 19

Adressez ce bulletin (découpe ou recopie) à : U.D.B. - B.P. 304, 29273 BREST CEDEX

LE PEUPLE BRETON

Aujourd'hui, être libre c'est être informé

Edito

Et si l'on parlait un peu de chez nous ?

La présence pesante des questions internationales, l'abcès de fixation des incidents quotidiens de Plogoff ont une fonction bien précise, celle de reléguer au second plan des préoccupations les phénomènes moins aigus. Devant l'actualité spectaculaire des chars et des grenades lacrymogènes, il reste peu de place pour analyser la vague de fond du chômage, pour souligner la régression du pouvoir d'achat.

Et pourtant : pour l'ensemble des pays de la communauté européenne, la moyenne du chômage s'est élevée à six millions de personnes, 1,1% de plus qu'en 1978. Mais cette moyenne dissimule de grandes différences entre les états de la communauté. Ainsi le nombre des chômeurs inscrits a diminué en 1979 au Danemark (de 18,8%). Il a aussi diminué en Allemagne, au Luxembourg, en Irlande et au Royaume-Uni. Il a augmenté, en revanche, en Italie, en Belgique, aux Pays-Bas, et surtout en France (de 15,7%). L'Europe, cependant, subit la crise mondiale sensiblement dans les mêmes termes dans ses divers états : on constate que certains gouvernements s'en tirent mieux que d'autres ! On conçoit donc notre scepticisme quand Barre, responsable de la première baisse généralisée du pouvoir d'achat depuis la guerre, vient nous parler de « consensus » et de paix sociale...

D'autant qu'à l'intérieur de cette France de l'emploi en quenouille, il y a aussi des disparités : « L'Ouest » est le plus touché, et à l'intérieur de cet ouest aux contours imprécis, la Bretagne détient le record...

Vive la désunion de la gauche, vive l'Afghanistan, vive la pêche à la ligne de Pisani, vive le ghetto du P.C., vive même Plogoff ! On jubile dans les couloirs des ministères et dans les salles de rédaction. Jamais, il y a trois ans, un gouvernement, un président, peut-être même un régime n'aurait survécu à un tel bilan de faillite !

Il suffira d'un show politique télévisé pour oublier le chômage, il suffira d'évoquer les jeux olympiques pour camoufler la misère.

A quoi bon se lancer dans la technique, expliquer que l'acceptation par la majorité du conseil régional du démantèlement de « l'annexe B-ter » concernant les tarifs de la SNCF signe la fin des espoirs de la Bretagne en matière d'agro-alimentaire ? Exposer la manipulation qui fait qu'une ardoisière du Morbihan a pu être achetée par un groupe d'Angers, puis fermée par celui-ci qui en utilise le label pour commercialiser de l'ardoise angevine, voire portugaise ?

Et si par hasard, ça et là, on conteste, eh bien réprimons : à qui s'en indigne, on oppose Sakharov... Et pourtant ! Dans quel pays fasciste des ouvrières en grève sont-elles traduites devant un tribunal pour « entrave à la circulation » en distribuant des tracts ? A Quimperle, et ce sont les ouvrières de MVF ! Dans quel pays totalitaire des syndicalistes sont-ils condamnés à la prison avec sursis ? A Saint-Brieuc, et ce sont des syndicalistes du « Joint-Français » Dans quelle contrée médiévale des paysans sont-ils condamnés à la prison ferme pour action syndicale ? A Brest et ce sont les militants et responsables de la FDSEA du Finistère mêlés à l'affaire Herry !



Les inculpés du procès Herry, à Brest, le 4 janvier 80.

Le pouvoir est très sensible, ces temps-ci, à tout ce qui rejoint, de près ou de loin le slogan « vivre en Bretagne ». C'est le temps des charrettes, par chez nous : à Plogoff, la présence armée est intimidante et traumatisante et quand on cherche des victimes, on « choisit » au hasard, un manifestant par ici, un autre par là, qui se retrouvent en prison. Pour la bergerie de Plogoff, on en prend deux, pour les arrêts de train on sélectionne une soixantaine, sur photos, s'il vous plaît. L'arbitraire est roi et parfois le patronat s'en mêle : à la Thomson, à Brest, le mouvement de grève est puni par la suppression des embauches prévues cette année...

Reste à faire fonctionner le système politique en place quatre grands partis qu'on subventionnera, et le reste aux oubliettes. Voudrait-on en sortir que la parade se met en place. Faute d'avoir accès aux moyens audio-visuels et aux affiches commerciales géantes, on compensait par l'affichage militant libre, conquête de la république. C'est fini ! La loi du 29 décembre 79, qui assimile tout affichage à une opération commerciale, l'interdit !... Il devait bien exister une loi similaire dans le Portugal de Salazar...

Quel créneau reste-t-il alors aux formations et aux militants qu'il faudra bien finir par appeler dissidents ? Bien petit, et grand quand même : celui des luttes.

A Plogoff contre la centrale coloniale, comme à Lamballe avec Sapitex ; à Rospenden dans les comités de défense des gares comme à Saint-Nazaire avec la SNIAS ; dans les municipalités comme dans les actions pour la langue bretonne ; à la Thomson comme au port de commerce de Brest, les militants de l'UDB travaillent. Comme l'écrit Michel Bodiguel dans Presse-Eclair : « pendant que la gauche se querelle, la surprise pourrait bien venir du « Petit Poucet Breton ».

UDB